

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 27 mai 1910, à 3 heures

PAR

R. DEMONGIN

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

*Suffragants : { MM. TISSIER, professeur.
CAPITANT, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 27 mai 1910, à 3 heures

PAR

R. DEMONGIN

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

*Suffragants : { MM. TISSIER, professeur.
CAPITANT, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE

La Responsabilité du fait des choses

INTRODUCTION

Un cheval s'emporte et renverse des passants ; une maison s'écroule, détériorant la propriété voisine ; une machine explose, et ses débris projetés au loin causent maints dégâts. Dans tous ces cas, il est évident que la victime doit être indemnisée. Mais si nous recherchons qui sera responsable, à quelles conditions, en vertu de quels principes, la question se complique beaucoup.

Les situations les plus diverses peuvent en effet se présenter. L'objet d'où provient le dommage peut se trouver sous la surveillance de son propriétaire ou sous la garde d'un tiers. La victime et la personne responsable, le plus souvent étrangères l'une à l'autre, peuvent être liées par un contrat. La pratique offre bien d'autres cas particuliers qu'il n'est pas toujours facile de résoudre.

Notre intention n'est pas d'examiner toutes les questions d'un programme aussi vaste. Nous voulons seulement dégager les solutions principales, chercher leur raison d'être et les comparer avec les principes généraux de la responsabilité civile.

DU DOMMAGE CAUSÉ PAR LES ANIMAUX

Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé (Art. 1385 Code civil).

A. — SYSTÈME ADOPTÉ

I

Selon la doctrine et la jurisprudence, la responsabilité de l'article 1385 s'explique par une présomption de faute. Lorsqu'un animal cause un dommage, c'est que, le plus souvent, la personne chargée de le surveiller s'est mal acquittée de sa tâche. On suppose qu'il en est toujours ainsi : la victime obtient réparation sans avoir à prouver, comme dans l'hypothèse générale de l'article 1382, l'existence d'une faute.

Mais si la faute du gardien est présumée, elle demeure la base de sa responsabilité. Il serait contraire à l'esprit du Code de condamner une personne qui n'a rien à se reprocher. Le défendeur dégagera sa res-

ponsabilité en prouvant qu'il a pris toutes les précautions possibles et que l'accident est arrivé sans sa faute (1).

Ce système est logique, mais nous ne le croyons pas très conforme au texte du Code. En effet, l'article 1385 ne parle pas de la preuve contraire et ceci est d'autant plus remarquable que l'article précédent contient une disposition formelle exonérant en ce cas certaines personnes responsables pour autrui. La différence est bien facile à justifier. Dans les cas prévus par l'article 1384, la personne lésée peut recourir contre l'auteur direct du dommage ; au contraire, dans l'hypothèse de l'article 1385, la victime reste sans indemnité si le gardien est mis hors de cause. Or, ce résultat est injuste. Sans doute le propriétaire n'a pas commis de faute, mais est-ce une raison pour que la victime supporte seule le dommage, si elle non plus n'a rien à se reprocher ?

C'est à ce motif d'équité qu'ont obéi certains auteurs en se montrant rigoureux pour la preuve contraire. Ils expliquent toujours leurs solutions par une présomption de faute, mais il est certain que les résultats sont désormais en contradiction avec le principe. Dans ce nouveau système, il ne suffit plus au propriétaire d'établir qu'il n'a pas commis de faute ; il doit, pour dégager sa responsabilité, prouver directement l'imprudence de la victime ou la

1. Dans ce sens : Paris, 14 novembre 1863 (D. 1863.5.329) ; Cour Montpellier, 23 juillet 1866 (D. 1866.2.72).

force majeure (1). Ainsi le dommage dont les circonstances ne sont pas bien déterminées, engage la responsabilité du propriétaire, au lieu de rester à la charge de la victime ; c'est le résultat pratique et très heureux du changement opéré dans l'administration de la preuve.

Depuis longtemps la jurisprudence est fixée en ce sens. Citons, entre autres, un arrêt de la Cour de Besançon du 20 novembre 1889 (2) où la théorie se trouve nettement exposée : « Attendu que le propriétaire, pour dégager sa responsabilité, doit prouver le cas fortuit (3) ou la faute de la victime ; qu'il ne pourrait même s'exonérer de la responsabilité en faisant une preuve négative, l'article 1385 n'ayant pas reproduit les termes de l'article 1384 qui permet aux pères et mères, aux instituteurs et aux artisans, d'échapper à la responsabilité du dommage causé par les personnes dont ils doivent répondre, en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le fait dommageable ; que cette comparaison des textes suffit à démontrer que la présomption de faute imputable au propriétaire de l'animal ne peut céder que devant la preuve positive du cas fortuit ou de la faute de la partie adverse. »

1. Dans ce sens : Demolombe, *Cours de Code Napoléon*, tome 31, n° 652.

2. D. 1890.2.291 ; voy. Civ. cas., 27 octobre 1885 (D. 1886.1.207).

3. Par cas fortuit, la Cour entend parler de la force majeure ; la suite de l'arrêt le montre clairement. Beaucoup de jugements emploient indifféremment les deux expressions ; certains même les réunissent, d'où la nécessité d'examiner le contexte pour éviter toute confusion.

II

Mais quand y a-t-il force majeure ou faute de la victime? La jurisprudence nous donne les solutions les plus variées. Que les avis soient partagés quand il s'agit de savoir si telle imprudence doit entraîner le rejet de la demande, cela se comprend encore. Il est plus surprenant de trouver les mêmes divergences en ce qui concerne la force majeure.

Il n'y a pas lieu d'indemniser la victime si l'accident a pour cause son imprudence. Il a cependant été jugé qu'un propriétaire dont le chien a brisé sa chaîne et mordu un passant, est responsable même s'il prouve que celui-ci avait excité l'animal (1). Très souvent une personne est blessée en arrêtant un animal échappé. A-t-elle commis une imprudence et le propriétaire peut-il repousser sa demande? La jurisprudence ne l'admet pas; sans distinguer si la victime s'est ou non rendu compte du danger auquel elle s'exposait, elle oblige le propriétaire à lui verser une indemnité (2). Cette solution se justifie par un motif d'ordre moral et d'utilité publique (3). Parfois l'imprudence de la victime n'entraîne pas le rejet de la demande, mais seulement la diminution des

1. Tr. civ. Lille, 15 mai 1905 (D. 1906, 5, 6).

2. Paris, 10 mars 1892 (D. 1894, 2, 115).

3. Jugé en effet que la victime n'a pas droit à une indemnité s'il n'était pas nécessaire, dans l'intérêt public, d'arrêter le cheval emporté. Tr. civ. Seine, 19 juin 1906 (D. 1906, 5, 71).

dommages-intérêts : on relève alors une faute à la charge du gardien (1).

Le propriétaire n'est pas responsable si l'accident a pour cause un événement de force majeure. Un cheval effrayé par le bruit d'un train s'empporte et blesse un passant. Y a-t-il force majeure? Oui, d'après un arrêt de la Cour de Rouen du 6 juillet 1877(2). Depuis, la jurisprudence semble avoir changé. Elle n'a pas admis qu'il y ait force majeure quand un cheval s'échappe au bruit causé par le sifflet d'une locomotive ou par un train circulant sur les voies d'une ville (3).

La question s'est posée de la même manière à propos des accidents causés par les automobiles. Les tribunaux décident que le propriétaire de l'animal ne peut invoquer la force majeure : il commet une imprudence en se servant d'un cheval assez peu dressé pour s'effrayer au passage d'une voiture automobile (4).

Si l'accident est arrivé par la faute d'un tiers, le propriétaire n'est pas responsable (5), à moins d'avoir commis lui-même une imprudence (6). Nous nous sommes placé jusqu'ici dans l'hypothèse normale,

1. Dijon, 21 juin 1894 (D. 1895.2.48).

2. D. 1878.2.97.

3. Paris, 21 janvier 1891; Versailles, 31 mai 1895 (D. 1896.2.127)
Caen, 23 janvier 1907 (D. 1908.5.29).

4. Tr. Châtillon-sur-Seine, 11 février 1908 (D. 1908.5.29).

5. Tr. Saint-Lô, 17 mai 1900 (D. 1900.2.429).

6. Douai, 31 décembre 1900 (D. 1902.2.287).

mais ce n'est pas toujours sur le propriétaire que pèse la présomption de faute de l'article 1385. Elle s'applique également à toute personne qui se sert de l'animal, pendant qu'il est à son usage.

III

Il n'est pas toujours facile, en pratique, de savoir quelles personnes doivent être considérées comme ayant l'animal à leur usage.

D'après une première opinion, la présomption de l'article 1385 doit recevoir, comme toutes les présomptions légales, une interprétation restrictive. Elle s'applique sans aucun doute à l'usufruitier, au locataire, au commodataire, car ces personnes ont bien l'usage de l'animal ; mais il ne faut pas l'étendre par voie d'analogie. On ne peut, sans altérer le sens des mots, prétendre qu'avoir simplement la garde de l'animal, c'est en avoir l'usage. Même si le gardien est rémunéré pour le service qu'il rend au propriétaire, il est impossible d'invoquer contre lui la présomption de l'article 1385 : il n'est responsable que suivant le droit commun, s'il a commis une faute (1).

D'autres pensent que le but de la loi est plus large. On peut se servir d'un animal sans l'employer au genre de travail auquel il est habituellement affecté. Toute personne qui fait à l'occasion de l'animal un

1. Dans ce sens, Baudry-Lacantinerie : *Des Obligations*, t. III
2^e partie,

acte lucratif rentrant dans l'exercice de sa profession, doit être considérée comme en ayant l'usage. D'ailleurs le propriétaire n'exerce plus de surveillance : il serait contraire à toute logique de maintenir sa responsabilité. La présomption s'applique à la personne qui a l'animal sous sa garde.

Ces deux opinions sont trop absolues pour donner de bons résultats. Aussi les tribunaux, sans trop restreindre la portée de l'article 1385, se gardent-ils bien d'admettre toutes les conséquences de la deuxième interprétation. Il faut reconnaître d'ailleurs que leurs solutions manquent de fixité.

Il a été jugé que l'artisan qui reçoit chez lui un animal pour lui donner des soins, doit être assimilé à une personne en ayant momentanément l'usage. Le propriétaire n'est donc pas responsable de la blessure faite à un passant par son cheval alors que celui-ci était ramené de la forge à l'écurie par un ouvrier du maréchal ferrant (1).

Jugé, au contraire, que la disposition de l'article 1385, édictant une exception au principe suivant lequel toute responsabilité provient d'une faute, ne doit pas être étendue à ceux qui ne sont ni propriétaires, ni usagers d'un animal, mais qui en ont seulement la garde. Par suite, la présomption de l'article 1385 ne s'applique pas au vétérinaire chez lequel on a conduit un cheval malade (2). De même le pro-

1. Civ. cass., 3 décembre 1872 (D. 1873.1.337).

2. Paris, 26 octobre 1905 (D. 1906.5 23).

priétaire, qui charge un conducteur de bestiaux de conduire un bœuf d'un marché à un endroit désigné, ne cesse pas d'être responsable, si l'animal cause un accident pendant le trajet (1).

Jugé, au contraire, que la société concessionnaire de la garde et de la surveillance des chevaux et voitures en stationnement près d'un marché, doit être assimilée à une personne ayant momentanément l'usage des chevaux confiés à ses soins. Elle est par suite responsable, à l'exclusion des propriétaires, du dommage causé par ces animaux tant qu'ils n'ont pas été restitués à ceux à qui ils appartiennent (2). Voilà deux situations bien voisines où les solutions sont opposées. Nous allons voir une hypothèse plus curieuse encore et qui a fort embarrassé la jurisprudence.

IV

La présomption de faute de l'article 1385 s'applique-t-elle à l'aubergiste, pour les accidents causés par les chevaux des voyageurs ? Ne faut-il pas au contraire, pour que la responsabilité de l'aubergiste soit engagée, qu'il ait commis une maladresse, une négligence quelconque ? Les deux opinions ont leurs partisans et la question est diversement résolue par les tribunaux.

1. Cour Paris, 10 mars 1892 (D. 1894.2.115).

2. Cour Paris, 13 janvier 1892 (D. 1892.2.141).

Le 7 décembre 1903, la Cour de Poitiers soutenait ainsi l'affirmative (1) : « Attendu que l'article 1385 établit une présomption de responsabilité à la charge du propriétaire d'un animal ou de celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage ; que cette responsabilité est alternative, et que, de même que celui qui prend un animal à son usage, en est momentanément responsable, le propriétaire s'en trouve déchargé pour le même laps de temps. Attendu que les termes de l'article 1385 ne doivent pas être interprétés dans ce sens restrictif que se servir d'un animal et l'avoir à son usage, est uniquement le cas de celui qui l'emploie au genre de travail auquel l'animal est habituellement affecté, que si c'est là l'hypothèse la plus fréquente, elle n'est pas la seule à laquelle la disposition s'applique ; que celui-là pareillement se sert de l'animal ou l'a à son usage, qui en retire un profit personnel, par le moyen de sa propre industrie ; que spécialement un hôtelier qui reçoit les chevaux de ses clients dans son écurie, soit en percevant une rémunération directe pour le prix de l'hospitalisation, soit simplement pour acheminer à raison de cette commodité son établissement, doit être réputé avoir l'usage en même temps que la garde. »

Voici la thèse contraire nettement exposée par un arrêt de la Cour d'Alger du 18 janvier 1899 (2) : « At-

1. Cour Poitiers, 7 décembre 1903 (D. 1904.2.180).

2. Cour Alger, 18 janvier 1899 (D. 1901.2.14). Dans ce sens : Douai, 31 mars 1903 (D. 1904.2.453).

tendu qu'en prévoyant, en cas d'accident, le principe d'une responsabilité à l'encontre du propriétaire de l'animal d'abord, à l'encontre ensuite de celui qui s'en sert, l'article 1385 a édicté une prescription d'un caractère exceptionnel et par suite restrictive de toutes autres circonstances ; qu'il n'a pas prévu un troisième cas de responsabilité imputable à celui qui, pour un motif ou pour un autre, aurait accepté momentanément la garde d'un animal dont il lui était impossible de connaître les habitudes ou les vices, et de prévoir les dangers pouvant en résulter pour autrui. Attendu que pourtant, c'est précisément de la connaissance présumée de ces habitudes ou de ces vices que découle la responsabilité du propriétaire de l'animal, ou celle de celui qui, en ayant fait l'usage, a pu l'éprouver et le connaître comme le propriétaire lui-même. Attendu que notamment l'aubergiste, que sa profession met dans la nécessité de recevoir dans ses écuries des animaux de toutes provenances et qui ne font que passer, ne saurait être responsable d'accidents qu'il ne pouvait ni prévoir ni conjurer. »

Si l'on relève une imprudence de l'aubergiste ou du voyageur, la solution ne présente plus de difficulté ; en fait il en est souvent ainsi. Par exemple, le voyageur qui n'avertit pas l'hôtelier des vices de son cheval commet une faute ; il doit même parfois veiller à ce que des précautions exceptionnelles soient prises (1). De son côté l'aubergiste est responsable s'il y a faute de sa part ou de son préposé.

1. Dijon, 13 novembre 1893 (D. 1894.2.71).

V

L'application de l'article 1385, dans les rapports du maître et du préposé, a donné lieu à bien des difficultés. Pour éviter toute confusion, distinguons soigneusement les hypothèses.

Un accident arrive à un tiers pendant que l'animal est surveillé par un domestique ; le maître est responsable et dans les termes de l'article 1385. Il doit indemniser la victime à moins de prouver l'imprudence de celle-ci ou la force majeure. La présomption de l'article 1385 s'applique donc au propriétaire même si l'animal est sous la garde d'un préposé (1).

Supposons maintenant que l'accident arrive au préposé lui-même ; par exemple, un domestique est blessé par le cheval auquel il donnait des soins. A quelles conditions le maître sera-t-il responsable ? Appliquera-t-on l'article 1385, ou le domestique devra-t-il prouver, sinon la faute du patron, du moins l'absence de toute imprudence personnelle ?

Il a été jugé dans ce dernier sens que la présomption de faute établie contre le propriétaire disparaît s'il est prouvé que l'animal n'avait aucun vice ; qu'il faut dès lors présumer que l'accident a eu pour cause, soit une imprudence de la victime, soit un fait quelconque n'engageant pas la responsabilité du proprié-

1. Jurisprudence constante ; voyez cependant Grenoble, 8 août 1900 (D. 1901.2.130).

taire (1). Et plus récemment... que l'article 1385 a pour but de protéger les tiers et non la personne chargée de conduire l'animal ; que le domestique, victime d'un accident, doit prouver la faute du propriétaire pour obtenir une indemnité (2). La Cour de Paris infirma cette dernière décision.

Le plus souvent en effet, les tribunaux appliquent simplement l'article 1385. Le propriétaire est responsable envers son préposé comme à l'égard des tiers. Il doit par conséquent l'indemniser à moins de prouver une imprudence ou la force majeure. Telle est notamment la jurisprudence de la Cour de Cassation (3). La solution est équitable, mais ne se justifie guère par la base donnée à la responsabilité de l'article 1385. Le système que nous venons d'exposer soulève d'ailleurs bien d'autres objections.

B. — DISCUSSION

I

D'après l'opinion commune, la responsabilité de l'article 1385 a pour base une présomption de faute. Nous pensons que cette idée est inutile ; de plus, elle ne justifie pas toutes les conséquences du système admis.

1. Cour Montpellier, 23 juillet 1866 (D. 1868.2.72).

2. Trib. civ. Sens, 16 mars 1900 (D. 1902.1.431).

3. Req., 2 juillet 1902 (D. 1902.1.431). Civ. cas., 28 novembre 1904 (D. 1905.1.253).

On dit que le gardien a souvent commis une imprudence ; sans doute, mais est-ce bien une condition nécessaire pour qu'il soit responsable ? Si le Code l'avait pensé, il lui aurait permis de prouver l'absence de faute. Puisqu'il ne l'a pas fait, c'est que le véritable motif de la disposition est ailleurs. La jurisprudence ne permet pas au défendeur de se soustraire à la responsabilité de l'article 1385, en prouvant qu'il a pris toutes les précautions possibles pour éviter l'accident. Il doit prouver directement l'imprudence de la victime ou la force majeure. Comment justifier cette exigence par une présomption de faute ?

Certains auteurs ont aperçu l'objection. Nous lisons dans Marcadé (1) : « Ou le propriétaire n'a pas pris toutes les précautions que la prudence commandait ; et alors il est en faute ; ou il s'agit d'un animal tellement méchant que toutes les précautions imaginables pour l'empêcher de nuire sont inefficaces ; et alors il est en faute par cela seul qu'il le conserve. »

L'argument n'est pas sérieux. Un animal ordinairement doux peut causer un accident sans qu'il y ait faute de personne : il est piqué par un insecte, effrayé par un objet, etc. Même si l'acte suppose un vice, il n'est pas toujours possible de rendre le gardien responsable en vertu d'une négligence. Comment en effet peut-il connaître ce vice avant qu'il se soit manifesté ? Il est singulier de s'appuyer sur une faute présumée pour condamner une personne qui prouve

1. Cité et approuvé par Demolombe, *op. cit.*, tome. 31.

n'en avoir commis aucune. C'est une contradiction à laquelle ne peut échapper le système classique.

En réalité, l'idée de faute est bien étrangère à la question. Si le propriétaire n'a pas commis de négligence, il n'en reste pas moins la cause de l'accident. La victime a joué un rôle passif ; le propriétaire au contraire a introduit dans la société l'objet d'où provient le dommage. Il a créé de la sorte un risque : l'équité exige qu'il soit responsable. Peut-être nous fera-t-on remarquer que nous introduisons dans la loi une idée qui lui est étrangère ; nous répondons que si elle n'est exprimée nulle part, il suffit de lire sans idée préconçue les articles 1384-1^o, 1385 et 1386, pour se convaincre qu'elle y est appliquée. Ce principe n'a d'ailleurs rien d'artificiel ; il faut croire au contraire qu'il s'impose bien fort à l'esprit puisque la jurisprudence l'applique à chaque instant, tout en conservant une théorie qui, logiquement, devrait l'exclure.

Si l'on obligeait le demandeur à prouver la faute du propriétaire, ou même si l'on permettait à celui-ci de s'exonérer par la preuve contraire, les accidents dont la cause est inconnue resteraient à la charge de la victime. Elle ne doit pas supporter un risque pareil. Voilà, selon nous, l'explication de l'article 1385 et les véritables motifs du système de la jurisprudence.

Le propriétaire n'est pas responsable s'il prouve la faute de la victime ou la force majeure. Le second point n'est-il pas contraire à la théorie que nous venons d'exposer ? Un événement que le propriétaire

ne pouvait empêcher détermine l'accident. Ne convient-il pas cependant de rendre le propriétaire responsable en vertu d'un risque, puisque sans l'animal, l'accident n'aurait pas eu lieu ? Sans doute, et c'est pourquoi la jurisprudence n'admet presque jamais qu'il y ait force majeure. Elle conserve la deuxième partie de la formule, mais l'applique si rarement que l'on n'en voit plus très bien l'utilité.

Les divergences des tribunaux sur la force majeure s'expliquent fort bien par cette opposition entre la formule et l'équité. Certains demeurent fidèles à la théorie classique. Les autres, sans la repousser ouvertement, s'efforcent d'en tirer la solution équitable. Ce n'est pas toujours facile, mais avec de la bonne volonté, on y arrive tout de même. Il n'y a pas force majeure, dit-on, il y a faute, et les scrupules juridiques sont apaisés.

Exemples : un cheval effrayé par une voiture automobile s'empporte et cause un accident. Il n'y a pas force majeure : le propriétaire a commis une faute en employant un cheval aussi mal dressé ; il doit être responsable (1). Nous admettons la solution, mais non la manière de l'expliquer. Comment le propriétaire peut-il habituer son cheval aux automobiles s'il ne le fait pas sortir ? On parle d'une faute, mais elle est inévitable, et par conséquent n'existe pas.

Ailleurs on déclare que le conducteur pouvait garantir les yeux et les oreilles du cheval contre la

1. Tr. civ. Châtillon-sur-Seine, 11 février 1908 (D. 1908, 5, 29).

surprise résultant du passage d'un train (1). C'est toujours le même souci d'accorder une indemnité en l'expliquant par une faute. Le tonnerre lui-même n'est plus un cas de force majeure, car il y a faute d'atteler par un temps d'orage (2).

Voilà où mène la théorie de la présomption. Son principe est qu'il n'y a pas de responsabilité sans faute. Mais l'équité se trouve au-dessus des formules ; elle impose souvent une réparation. Alors on recherche la faute. On s'imagine résoudre le problème en disant : « On est en faute en employant un animal dangereux » ; comme on ne le sait qu'après l'accident, il faut admettre qu'« on est en faute en employant un animal qui peut être une source de dangers pour les tiers ». C'est la notion du risque, mais exprimée sous cette forme étrange « qu'on est en faute d'être propriétaire ». Résultat curieux étant donné le point de départ. Mieux vaut, croyons-nous, se rendre tout d'abord à l'évidence, que de capituler d'une semblable manière.

II

Lorsqu'un accident arrive au domestique chargé de conduire ou de soigner l'animal, convient-il de modifier la responsabilité du maître ? Cherchons la solution la plus satisfaisante.

1. Tr. civ. Versailles, 31 mai 1895 (D. 1896.2.127)

2. Tr. civ. Rocroi, 18 février 1904 (D. 1905.5.11).

Plusieurs cas peuvent se présenter. Il se peut que le domestique ait commis une imprudence ou que le maître se soit montré négligent (local défectueux, etc.) Parfois il y aura faute de l'un et de l'autre ; enfin l'accident peut être fortuit.

Si nous obligeons le domestique à prouver la négligence du maître, nous lui ferons supporter tous les accidents fortuits. C'est un risque hors de proportion avec les avantages qu'il retire de sa profession, et une conséquence tout à fait contraire à l'équité.

S'il doit prouver seulement l'absence de faute personnelle, en principe le système est bon : les accidents dont la cause est inconnue sont à la charge du maître. En fait, il ne donnera pas de bons résultats. Très souvent le domestique ne pourra faire la preuve qu'on exige de lui. S'il était seul avec l'animal au moment de l'accident, quel témoignage invoquer ? Il reste bien les présomptions, mais comme elles sont fragiles (1) !

C'est pourquoi nous préférons le système de la jurisprudence : le maître sera responsable envers son préposé comme à l'égard des tiers. Cette solution est très rigoureuse pour le propriétaire : il lui sera difficile de prouver la faute de la victime, puisque, le plus souvent, l'accident n'aura pas eu lieu en sa pré-

1. Ainsi nous voyons, dans la même espèce, le Tribunal conclure de l'habileté professionnelle du domestique au vice du cheval, et la Cour, de la docilité de l'animal à l'imprudence du domestique. Tr. Montpellier, 9 juin 1866. Cour Montpellier, 23 juillet 1866 (D.68.2.72).

sence (1). Mais si nous adoptons ce système, nous voyons bien les motifs qui nous y conduisent. Ils n'ont rien de commun avec une présomption de faute et reposent avant tout sur l'équité.

Examinons maintenant ceux de la jurisprudence : l'article 1385 n'ayant pas distingué, il convient de traiter le préposé comme un tiers (2). Sans doute, répondons-nous, mais le Code a-t-il prévu l'hypothèse ? Ce n'est pas certain. Nous voyons même une bonne raison pour ne pas appliquer au maître la présomption de l'article 1385, si toutefois elle existe. Lorsqu'un accident arrive au domestique, c'est le plus souvent lui qui surveille l'animal ; une imprudence de sa part est bien plus probable qu'une faute du maître. Voici un propriétaire qui se décharge des soins à donner à son cheval en le confiant à un domestique ; celui-ci est victime d'un accident ; on rend le maître responsable en vertu d'une présomption de faute. Il nous semble difficile de justifier cette présomption.

Ajoutons que d'après la jurisprudence actuelle, le maître ne sera pas admis à faire la preuve contraire. Il est ainsi responsable, en vertu d'une faute dont l'existence est douteuse, et n'a pas le droit de prouver qu'il ne l'a pas commise ! C'est étrange, mais lo-

1. C'est pourquoi la plupart des décisions, permettant au défendeur de dégager sa responsabilité en prouvant simplement l'absence de faute personnelle, se rapportent à cette hypothèse.

2. Civ., 11 mars 1902 (D. 1902.1.216).

Civ., 28 novembre 1904 (D. 1905.1.253).

gique cependant, puisqu'il s'agit, en réalité, d'une faute nécessaire.

Quelques décisions ajoutent : « Attendu que le maître, vis-à-vis du domestique, continue à avoir la garde du cheval, et reste par conséquent responsable dans les termes de l'article 1385 (1). » On peut donc avoir la garde d'un animal sans en avoir la surveillance ? Quelle est au juste cette nouvelle notion ? C'est, à notre avis, l'idée de risque mal déguisée. Il suffit, pour s'en convaincre, de remplacer un mot par l'autre. Cette idée seule, croyons-nous, peut justifier les solutions de la jurisprudence.

Il arrive parfois que la vérité se glisse entre les vieilles formules. Citons comme exemple quelques motifs d'un jugement assez ancien du Tribunal de Montpellier (2) : « Attendu qu'il est vainement soutenu qu'en s'engageant comme domestique, X... ait accepté tacitement tous les risques quelconques qui pouvaient dériver des nécessités particulières de son service ; que cette doctrine, d'une dureté inacceptable en l'absence d'un texte formel, répugne non moins à la nature du contrat de louage, qu'au principe d'équité ; qu'il est en effet dérisoire de supposer que, moyennant un salaire modique, un domestique puisse accepter la chance de livrer sa famille à la misère, en lui retirant le droit d'obtenir la réparation pécuniaire d'un accident qu'il n'aurait provoqué ni

1. Req., 2 juillet 1902 (D. 1902.1.431).

2. Tr. Montpellier, 9 juin 1866 (D. 1868.2.72).

par sa faute, ni par son imprudence. » La Cour de Montpellier infirma cette décision quelque peu révolutionnaire et rejeta la demande en indemnité (1).

Voici, dans un arrêt de la Cour de Nîmes du 13 janvier 1902, les mêmes motifs invoqués à l'appui de la thèse contraire (2). « Attendu que si cette présomption peut être utilement invoquée par un tiers, le demandeur, qui avait loué ses services pour soigner et conduire l'animal et qui avait l'habitude et la compétence nécessaire pour ce genre d'occupation, ne peut l'opposer, puisqu'il avait tacitement accepté les risques du travail pour lequel il était rémunéré, et que c'est à lui qu'il appartenait de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les accidents. » La Chambre civile cassa cet arrêt (3). Sans examiner la question du risque (l'occasion était pourtant belle), la Cour reproche à l'arrêt d'avoir méconnu la présomption de l'article 1385 qui doit protéger le préposé comme un tiers. La solution est bonne, mais les motifs, comme nous l'avons vu, sont très discutables.

Examinons maintenant une hypothèse qui a fort embarrassé la jurisprudence : celle où l'animal se trouve sous la surveillance d'une autre personne que son propriétaire.

1. Cour Montpellier, 23 juillet 1866 (D. 1868.2.72) ; à cette époque la jurisprudence n'appliquait pas au maître la présomption de l'article 1385.

2. Cour Nîmes, 13 janvier 1902 (D. 1905.1.253).

3. Civ. cass., 28 novembre 1904 (D. 1905.1.253).

III

Tout d'abord, il est certain que la situation de la victime ne doit pas être rendue plus mauvaise. Le demandeur obtiendra réparation du préjudice, sans avoir rien à prouver, que l'animal soit sous la surveillance de son propriétaire ou sous la garde d'un tiers. Toute la question revient à savoir qui, du propriétaire ou du gardien, doit supporter le risque des accidents fortuits.

Nous avons vu pourquoi le propriétaire est obligé de prouver directement l'imprudence de la victime : on n'a pas voulu que celle-ci supporte les accidents dont la cause est inconnue. Cette solution ne s'impose plus pour le gardien. Sans doute, il devra prouver qu'il n'a pas commis de faute, mais ne supportera pas nécessairement les accidents fortuits. Sa responsabilité fera place à celle du propriétaire, et les intérêts de la victime ne seront pas sacrifiés.

Dans quels cas le gardien de l'animal sera-t-il responsable dans les mêmes conditions que le propriétaire? Pour l'usufruitier, la réponse n'est pas douteuse ; il remplace le propriétaire et doit supporter les mêmes charges que lui. Mais que décider pour les autres personnes? Nous pensons que dans chaque hypothèse, il faut s'inspirer autant que possible de l'intention des parties. A son défaut, il ne convient de faire supporter le risque au gardien, que si cette solution est équitable, et conforme à l'exploitation à laquelle il se livre.

Le Code, à notre avis, n'a pas donné de critérium. Il a pensé que certaines personnes pouvaient être responsables à la place du propriétaire, et s'en est remis, pour l'application, à la sagesse du juge. C'est pourquoi les interprétations trop absolues des termes « *qui s'en sert pendant qu'il est à son usage* » n'ont pas donné de bons résultats. Il ne pouvait en être autrement car l'une et l'autre partent d'une idée préconçue qui n'est, en réalité, d'aucun secours pour résoudre la difficulté.

La jurisprudence l'a bien compris et ne se gêne nullement pour passer, selon les besoins de la cause, d'un système à l'autre. Trouve-t-elle équitable de maintenir la responsabilité du propriétaire, elle invoque les arguments de la théorie restrictive. Préfère-t-elle déclarer le gardien responsable, c'est à la thèse contraire qu'elle a recours. Ceci montre bien le peu de valeur des deux systèmes, et prouve aussi que les véritables motifs des décisions ne sont pas ceux qu'elles invoquent.

On se rappelle les solutions contraires données pour le conducteur de bestiaux et pour la compagnie concessionnaire de la garde des voitures. La situation est pourtant la même; dans les deux cas, le propriétaire se décharge de la surveillance, en la remettant à une personne qui l'accepte moyennant salaire. Dans le premier cas, nous dit-on, le propriétaire conserve la garde; au contraire la compagnie est réputée avoir l'usage des animaux. Mais pourquoi cette différence?

C'est, à notre avis, parce que le juge a pensé qu'il n'était pas équitable de mettre à la charge du conducteur un risque pareil, tandis que la compagnie était assez puissante pour le supporter. Au premier cas, le propriétaire est tenu envers la victime ; au second, la responsabilité de la compagnie est seule engagée. Voilà, croyons-nous, la véritable explication. Si l'on a recours à l'idée de faute, il est aussi peu logique de maintenir la présomption contre le propriétaire dans le premier cas, que de faire, à ce point de vue, une différence entre les deux hypothèses. Au contraire, une personne qui ne surveille pas peut fort bien supporter un risque. Celui-ci n'implique pas nécessairement une détention matérielle ; un rapport de droit suffit.

Appliquons notre théorie au cas de l'aubergiste. Nous ne pensons pas qu'il soit équitable de lui faire supporter les accidents fortuits. L'aubergiste n'entend pas prendre ce risque à sa charge ; il s'engage seulement à surveiller l'animal. Il lui suffira donc, pour s'exonérer, de prouver qu'il n'a pas commis d'imprudance. On peut, dans l'intérêt de la victime, qui ne connaît pas le voyageur, maintenir la responsabilité de l'aubergiste. Celui-ci aura recours contre le propriétaire dès qu'il aura prouvé l'absence de faute personnelle. Le propriétaire ne sera pas responsable en vertu d'une présomption de faute, ce qui ne veut rien dire, mais en vertu d'un risque demeuré à sa charge. Voilà une solution équitable et logique.

Citons, pour terminer, quelques attendus d'un

arrêt de la Cour de Rouen (1), où cette idée de risque est visible : « Attendu que les parties ont inutilement plaidé, devant la Cour, la question de savoir si Halley (2) était ou non le préposé de Fessard ; ...que cette qualité ne tranche pas le débat et qu'il reste toujours à déterminer si Fessard *s'est ou non déchargé de la responsabilité*, en confiant à Halley la garde et l'usage de son cheval. Attendu que la thèse soutenue par Halley pourrait être vraie s'il s'agissait d'un domestique ou d'un préposé envoyé par son maître pour remplir une mission déterminée et de courte durée ; qu'il serait vrai de dire, en ce cas, que le maître n'a pas perdu la garde et la surveillance de son cheval, et qu'il est responsable des accidents qu'il cause dans le court espace de temps où il en a confié la conduite à son préposé. Mais attendu qu'il en est autrement dans l'espèce, où Fessard avait confié son cheval et sa voiture pour des tournées lointaines ; que pour cette raison, et dans l'impossibilité où il se trouvait de pourvoir à la nourriture et à l'entretien de son cheval, il s'était exonéré de ces soins moyennant le versement d'une somme fixée entre Halley et lui. Attendu que cet abandon montre que Fessard avait entendu se dégager de tous soucis vis-à-vis de son cheval, et qu'en en confiant l'usage à Halley, il lui en avait remis la garde, reportant ainsi sur Halley la responsabilité

1. Cour Rouen, 1^{er} décembre 1906 (D. 1909,1.57).

2. Il s'agit d'un commis voyageur.

éditée par l'article 1385. » La solution dépend en effet souvent d'une interprétation de volontés.

Nous avons terminé l'examen de l'article 1385. Bien des détails ont été négligés ; il suffisait, au point de vue de notre thèse, d'exposer les principales solutions. Leur discussion nous montre l'influence certaine d'une idée de risque ; son rôle nous semble même beaucoup plus important que celui de la présomption par laquelle on veut tout expliquer.

DU DOMMAGE CAUSÉ PAR LES BATIMENTS

Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction (Art. 1386 Code civil).

A. — SYSTÈME ADOPTÉ

I

La disposition de l'article 1386 a pour but d'obliger les propriétaires à tenir leurs immeubles en bon état. Chacun est responsable des vices de sa chose et doit veiller à ce qu'elle ne cause pas de dommages. Mais pour les bâtiments, l'article 1386 indique les deux défauts d'où résulte la responsabilité du propriétaire : le manque d'entretien ou le vice de construction. Comme c'est au demandeur de prouver les faits auxquels est subordonné le succès de son action, il doit montrer que la ruine est le résultat du défaut d'entretien ou d'un vice de construction. Il n'est pas besoin d'établir, en outre, que le mauvais état de

l'immeuble était connu du propriétaire (1). Bien plus, celui-ci prouverait inutilement qu'il ignorait le vice de construction (2). Il est responsable de plein droit, même en l'absence de toute négligence.

Tel est le système de la jurisprudence : le voici clairement exposé par un arrêt de la Cour de Toulouse du 25 mai 1892 (3) : « Attendu qu'aux termes de l'article 1386, le propriétaire d'un édifice qui s'est écroulé, n'est responsable envers autrui du dommage causé par sa ruine, que lorsqu'elle est arrivée par le vice de sa construction ou par suite d'un défaut d'entretien ; qu'il est manifeste, par exemple, que le propriétaire d'un immeuble qui se serait écoulé par suite d'un tremblement de terre, d'un bombardement, de l'action de la foudre, ne sera pas responsable de cette ruine, si d'ailleurs l'édifice avait été construit suivant les règles de l'art et entretenu normalement.

« Attendu que la responsabilité spéciale et de droit étroit qui dérive de l'article 1386, doit être par suite limitée aux termes dans lesquels le législateur l'a circonscrite, mais ne saurait non plus être restreinte par suite d'événements contingents et extrinsèques, qui ne peuvent ni la supprimer, ni la diminuer ; qu'il est sensible que la chute d'une maison par le vice de sa construction, alors qu'elle serait bâtie depuis de longues années, n'est en rien le fait de celui qui la pos-

1. Nancy, 21 mars 1896 (D. 1896.2.518).

2. Cass., 19 avril 1887 (D. 1888.1.27).

3. Cour Toulouse, 25 mai 1892 (D. 1893.2.14).

sède par suite d'acquisition bien postérieure en date ; et que, cependant, la loi impose à ce détenteur actuel de l'immeuble écroulé l'obligation d'indemniser ceux à qui sa chute a pu préjudicier ; qu'il en est de même en ce qui concerne la responsabilité civile résultant de la ruine d'un édifice par suite du défaut d'entretien ; qu'il peut se présenter des circonstances telles que le défaut d'entretien ne soit nullement le résultat de la négligence personnelle d'un acheteur qui vient à peine d'acquérir la maison au moment où elle s'écroule ; que néanmoins, cette cause de la ruine étant certaine et établie, il demeure responsable envers tous ceux à qui cette chute a préjudicié.

« Attendu que, pour se soustraire à cette responsabilité spéciale, qui résulte de la nécessité de sauvegarder la sécurité publique, le propriétaire de l'immeuble invoquerait en vain son entière bonne foi et l'absence de toute négligence ou imprudence personnelle et appréciable ; que la responsabilité résultant de l'article 1386 est toute différente de celle des articles 1382 et 1383, lesquels supposent une imprudence et une négligence personnelles ; que l'article 1386 considère comme ouvrant l'action civile en dommages-intérêts, et en dehors de toutes autres circonstances, le simple fait d'être propriétaire d'un immeuble dont la chute ou la ruine a eu pour cause soit un vice de construction, soit un défaut d'entretien ; *qu'il crée à l'encontre de ce propriétaire et à l'occasion des fautes démontrées du vice de construc-*

tion ou du défaut d'entretien, une présomption légale de faute personnelle, de laquelle le propriétaire de l'édifice, au moment de sa ruine, ne saurait être relevé par aucune considération extrinsèque au fait de l'écroulement. »

II

La responsabilité de l'article 1386 ne résulte pas de la seule qualité de propriétaire, mais de cette qualité jointe à une présomption de faute (1). Si le propriétaire est tenu envers la victime, c'est parce qu'il pouvait réparer l'immeuble qui a causé le dommage. Mais dès qu'il n'a plus de moyen d'action, sa responsabilité disparaît.

C'est ce que décide la jurisprudence : « Attendu que la responsabilité édictée par l'article 1386 n'est pas attachée de plein droit à la qualité de propriétaire ; qu'elle n'est point encourue quand la maison, cause du dommage, a cessé d'être sous sa garde, n'est plus en sa possession, et qu'elle se trouve placée sous la surveillance exclusive de l'architecte ou de l'entrepreneur (2). » Le propriétaire n'est alors responsable que s'il a choisi, pour exécuter les travaux, une

1. Cour Lyon, 20 janvier 1863 (D. 1863.2.199) : « Considérant qu'en se pénétrant du sens et des motifs de l'article 1386, on voit que la responsabilité qu'il établit contre le propriétaire dont la maison est tombée en ruines, n'est pas attachée à la seule qualité de propriétaire, mais à cette qualité jointe à une présomption de faute. »

2. Nancy, 10 novembre 1900 (D. 1901.2.417).

personne incapable. En l'absence de toute imprudence personnelle, il n'est pas tenu des fautes de l'entrepreneur car celui-ci n'est pas son préposé (1).

A quelles conditions l'entrepreneur est-il responsable? La jurisprudence semble faire la distinction suivante: s'il y a forfait, la personne lésée n'a pas à prouver la négligence de l'entrepreneur; sinon elle doit, pour obtenir une indemnité, se conformer au droit commun (2).

Lorsque l'immeuble est soumis à un usufruit, la responsabilité du nu-propriétaire reste engagée. Celui-ci peut en effet exiger que l'usufruitier fasse les réparations d'entretien; il conserve lui-même la charge des grosses réparations: l'immeuble reste bien sous sa garde. Le propriétaire est alors tenu envers les tiers, sauf à recourir contre l'usufruitier, si la ruine provient du défaut de réparations usufruitaires; il aurait également un recours si l'usufruitier ne l'avait pas averti du mauvais état du bâtiment, ou s'il ne l'avait pas laissé procéder aux réparations nécessaires.

L'existence antérieure d'un contrat, entre la personne lésée et le propriétaire, peut modifier la responsabilité de l'article 1386. Si la victime est un locataire, on décide généralement qu'il faut appliquer les principes particuliers au contrat de louage (3). S'il y a prêt, l'article 1791 est applicable, mais il con-

1. Civ., 16 juillet 1903 (D. 1904.1.83).

2. Tr. civ. Toulouse, 27 novembre 1900 (D. 1902.2.270).

3. Demolombe, *op. cit.*, tome 31.

vient de réserver le droit des tiers. C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de Pau rendu dans les circonstances suivantes. Un département avait prêté un immeuble à une société pour y organiser une fête. Pendant celle-ci, le plancher d'une salle s'écroula et blessa des spectateurs. Le défaut d'entretien était prouvé. Le demandeur devait-il établir en outre que le département connaissait le mauvais état du bâtiment? Non, fut-il jugé, car « le département ne saurait avoir la qualité de prêteur que vis-à-vis des organisateurs de la fête, et non vis-à-vis de la victime simple spectateur (1). »

Lorsque l'immeuble appartient conjointement à plusieurs personnes, on admet généralement que chacune est responsable pour le tout, sauf à recourir ensuite contre les autres. Ainsi les propriétaires d'un mur mitoyen sont tenus solidairement de réparer le dommage causé par sa ruine (2).

Le voisin qui se sent menacé peut-il obliger le propriétaire à réparer son immeuble? Notre ancienne jurisprudence le lui permettait. Il pouvait même, si le propriétaire refusait, procéder aux frais de celui-ci, aux réparations nécessaires. Plusieurs coutumes le décidaient expressément. Le Code étant muet à ce sujet, on admet que cette faculté n'existe plus. Le voisin n'est cependant pas complètement désarmé : il peut recourir à l'autorité administrative qui fera

1. Cour Pau, 6 janvier 1898 (D. 1900.2.267).

2. Toulouse, 25 mai 1892 (D. 1893.2.14).

démolir ou réparer le bâtiment menaçant ruine (1).

Telles sont les principales questions que soulève l'article 1386; ajoutons maintenant quelques observations sur la manière dont il est interprété.

B. — DISCUSSION

I

Est-il bien vrai que l'article 1386 oblige le demandeur à prouver le défaut d'entretien ou le vice de construction ? Nous ne le croyons pas. A notre avis, le Code a simplement voulu écarter la responsabilité du propriétaire lorsque la ruine provient d'un cas de force majeure. Il ne faut pas s'étonner qu'il ait exclu cette hypothèse en employant les termes de l'article 1386. Cette formule offrait l'avantage d'éviter une énumération qui pouvait être incomplète.

1. Signalons, à titre de curiosité, la solution romaine. Le propriétaire d'un bâtiment menaçant ruine pouvait être obligé, sur la demande du voisin, de fournir la *cautio damni infecti*. Il s'engageait ainsi à réparer le dommage. A défaut de cette cautio, il lui suffisait d'abandonner les débris à la victime.

La solution romaine, pour le dommage causé par les animaux, est également très intéressante. Le propriétaire se dispensait de réparer le dommage en livrant l'animal au demandeur. Cet abandon était même l'origine de l'action. Était donc responsable la personne qui possédait l'animal au moment de la poursuite même si le dommage avait eu lieu avant son acquisition. Ce système est tout à fait original. Il n'a rien de commun avec celui de la présomption de faute, ni même avec celui du risque, tel que nous l'avons exposé.

Mais il nous semble abusif d'en conclure que la victime doit prouver le défaut d'entretien ou le vice de construction.

Voyons d'ailleurs quelles sont les conséquences du système admis. Il impose au demandeur une preuve très délicate. Sans doute le défaut d'entretien sera facilement établi : il se manifeste par des signes extérieurs, est connu des voisins. Il n'en est pas de même du vice de construction. On ne sait pas dans quelles conditions l'immeuble a été construit. Peut-être même le demandeur ne l'avait-il jamais vu. Comment prouvera-t-il que l'écroulement provient de tel vice de construction quand il ne restera plus que des ruines ?

Le système admis a pour résultat de faire supporter à la victime tous les accidents dont la cause précise n'est pas déterminée. Nous avons vu que la jurisprudence met ce risque à la charge du propriétaire lorsque le dommage est causé par un animal. Y a-t-il une raison pour que la solution soit ici différente ? Aucune, bien au contraire, semble-t-il ! En effet lorsque la cause de l'écroulement reste inconnue, ne provient-il pas nécessairement d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction ? Il sera bien facile au propriétaire de prouver, s'il y a lieu, la force majeure : une inondation, un tremblement de terre, un bombardement, sont choses visibles. Il n'y a donc pas à craindre que le défendeur subisse un préjudice injuste en échouant dans sa preuve, ce qui, dans le système admis, sera très fréquent pour la victime.

Voyez quelle inconséquence ! Un immeuble s'écroule : c'est presque toujours par suite d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction, mais la preuve en est délicate ; par contre les cas de force majeure sont relativement rares et faciles à prouver. Eh bien, on présume qu'il y a force majeure ! et l'on voudrait que ce soit le système du Code ! Ou les tribunaux l'appliqueront textuellement, et nous avons vu les résultats, ou bien ils se montreront faciles pour la preuve, ce qui sera reconnaître son inutilité.

Cette interprétation de l'article 1386 est si mauvaise que l'on préfère souvent recourir à d'autres textes. Un jugement du tribunal civil de Melle du 27 mai 1899 (1) est très intéressant à ce sujet. Une pierre tombant d'un édifice avait blessé un passant ; il était équitable d'accorder une indemnité ; mais, dans l'espèce, la preuve du défaut d'entretien ou du vice de construction semblait impossible. Aussi voyons-nous le tribunal écarter l'application de l'article 1386 : « Attendu qu'aux termes de l'article 1384-1^{er} du Code civil, le propriétaire est responsable, de plein droit, en l'absence de toute faute personnelle et à raison du fait matériel seul, du préjudice causé à autrui par son bâtiment ; attendu que les dispositions de ce texte suffisent pour justifier l'action ; attendu que l'article 1386 ne s'applique pas au fait actuel ; qu'il vise la ruine totale ou partielle de l'édifice, et met-

1. D. 1907.1.437.

trait le demandeur dans la nécessité d'établir, soit le vice de construction, soit le défaut d'entretien. »

Le détour est évident. Sans aucun doute, le tribunal aurait appliqué l'article 1386, s'il avait jugé le résultat satisfaisant. Le motif invoqué semble d'autant plus fragile, que ce même article 1386 est bien autrement sorti de son rôle lorsqu'on a pensé qu'il pouvait être utile.

II

Nous avons vu que, même dans le système admis, le propriétaire d'un bâtiment pouvait être responsable sans avoir commis de négligence. Voilà qui détruit l'harmonie de la thèse : « pas de responsabilité sans faute ». Cette exception est si gênante qu'on veut souvent la dissimuler. Il n'y a pas de faute, on la remplace par une fiction. L'article 1386, dit-on, crée à l'encontre du propriétaire une présomption légale de faute personnelle (1). L'habitude de mettre une faute à la base de toute responsabilité est en effet si grande, qu'on ne peut plus se passer de cette idée.

Pour qu'il soit possible de présumer la négligence du propriétaire, il faut que l'immeuble se trouve sous sa garde. Voilà, paraît-il, pourquoi la responsabilité du propriétaire disparaît, lorsqu'il confie son immeuble à un entrepreneur (2).

1. Voy. ci-dessus Toulouse, 25 mai 1892.

2. Cour Lyon, 20 janvier 1863 (D. 1863.2.199).

Il nous semble bien inutile de faire intervenir une idée de faute dans cette hypothèse. S'il s'agit d'un immeuble en cours de construction, l'article 1386 est inapplicable : l'entrepreneur est responsable en vertu de l'article 1384. Si la ruine survient pendant des réparations, il est excessif d'exonérer le propriétaire de toute responsabilité, sous prétexte qu'il n'a plus la garde du bâtiment. L'entrepreneur s'est engagé à faire le possible pour consolider l'immeuble. On peut bien l'obliger à prouver qu'il n'a pas commis de faute, mais convient-il de maintenir sa responsabilité si toutes les précautions ont été prises ? Nous ne le croyons pas. Ce n'est pas l'entrepreneur qui a créé le risque. Celui-ci, à moins de convention contraire (1), doit être supporté par le propriétaire.

Si la victime est un locataire, on écarte souvent l'article 1386 en disant que cette disposition, se trouvant au chapitre des délits et quasi-délits, suppose qu'aucune convention n'est intervenue entre le propriétaire et la personne lésée. Ce raisonnement nous semble bien inexact. On ne peut écarter une obligation légale, par ce motif qu'il existe une convention entre les personnes qu'elle intéresse. La portée de l'article 1386 est générale ; il protège le locataire comme les tiers. Une convention peut bien en modi-

1. Encore ne serait-elle pas opposable aux tiers ; tout au plus faudrait-il reconnaître au propriétaire poursuivi un recours contre l'entrepreneur. La convention de forfait ne nous semble d'ailleurs pas impliquer toujours l'acceptation de ce risque ; il faut s'inspirer des circonstances.

fier les conditions, mais l'origine de l'obligation n'en demeure pas moins légale.

Si l'on admet que le contrat de louage dispense le locataire de prouver le défaut d'entretien ou le vice de construction, nous adoptons volontiers cette solution. Nous voudrions même la voir générale. Le système admis est, en effet, illogique et conduit souvent à des résultats injustes. Celui que nous avons proposé ne lèse pas le propriétaire qui prouvera facilement la force majeure. Il est vrai que les accidents fortuits seront à sa charge, mais cette solution est très naturelle et très équitable.

DU DOMMAGE CAUSÉ PAR LES AUTRES CHOSSES INANIMÉES

On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde (Art. 1384-1° Code civil).

Comme on le voit, le Code est très bref sur la question ; celle-ci n'avait d'ailleurs pas à son époque l'importance actuelle. Partie de l'article 1382, la jurisprudence est arrivée, après quelques étapes, à rejeter toute idée de faute pour adopter la notion du risque. Toutefois le mouvement n'est pas général. Nous retracerons cette évolution ; elle est très intéressante et montre combien, en droit, les théories peuvent se modifier, pour répondre aux besoins de la pratique.

A. — APPLICATION DE L'ARTICLE 1382

Pendant bien longtemps, la responsabilité du dommage causé par les choses inanimées est restée sous l'application de l'article 1382. Selon la doctrine clas-

sique, cette disposition oblige le demandeur à prouver la faute de l'auteur du dommage(1). Elle s'appliquait également lorsque le préjudice était causé par une chose. La notion de la faute semblait même se préciser dans cette hypothèse : c'était, par exemple, un usage maladroit, un mauvais entretien. La personne lésée devait en faire la preuve à moins d'échouer dans sa demande.

Nous trouvons cette doctrine clairement exposée dans un arrêt de la Cour de cassation du 19 juillet 1870 (2). Une femme, travaillant dans un lavoir, avait été blessée par l'explosion d'une chaudière. Sa demande en indemnité fut rejetée parce que « l'existence d'une faute, légalement imputable, constitue l'une des conditions essentielles de l'action en responsabilité ; que celui qui se prétend lésé par un délit ou un quasi-délit, est en conséquence, et en sa qualité de demandeur, tenu d'en justifier ; que, faute par lui d'en rapporter la preuve, sa demande n'est pas établie et doit être rejetée, sans que le défendeur ait à prouver le fait sur lequel il fonde une exception de libération : que, dans le cas où, comme dans l'espèce, il s'agit de l'explosion d'une machine, chaudière à vapeur, et bien que cette explosion se rattache au fait actuel du propriétaire ou de ses agents, *celui qui poursuit la réparation du dommage par lui souffert, doit établir, outre l'accident, la faute qu'il leur impute comme engageant leur responsabilité ;*

1. Voyez le texte de l'article 1382, page 76.

2. D. 1870.1.361.

qu'un pareil événement, qui peut être le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure, n'implique pas nécessairement par lui-même la faute ou l'incurie du défendeur. »

Ce résultat aurait dû montrer que l'article 1382 était mal interprété. En effet, le système classique dont le défaut n'apparaît guère lorsqu'il s'agit d'un fait personnel, est visiblement mauvais quand le dommage est causé par une chose. Il est facile de le comprendre : la notion de la faute, vague et fuyante dans le premier cas, se précise et perd toute sa souplesse dans le second. Cependant, même dans ce dernier domaine, le vice de la théorie ne s'était pas encore trop fait sentir. Les accidents étaient rares et provenaient le plus souvent d'une imprudence du propriétaire ou de la victime. L'article 1382 s'appliquait donc tant bien que mal.

Les progrès de l'industrie ont changé cette situation. Les accidents sont devenus plus fréquents et plus graves. Ils offrent souvent un caractère spontané qui ne permet pas d'en préciser les causes. Lorsqu'une machine ou des produits font explosion, il est presque toujours impossible de reconstituer les circonstances de l'accident. Obliger dans ce cas la victime à prouver la faute du propriétaire, revenait en pratique à lui refuser toute indemnité. La question se présentait souvent en matière d'accidents du travail : l'origine de l'accident restant obscure, l'ouvrier échouait dans sa preuve et n'obtenait aucune réparation.

Certains tribunaux essayèrent bien de donner une solution plus équitable tout en restant fidèles aux principes. Ils admirèrent facilement la négligence du patron « qui doit pourvoir complètement à la sécurité de ses ouvriers et prendre toutes les mesures possibles pour les préserver des accidents (1). » D'autre part, on n'exigea plus un rapport de cause à effet entre la faute et l'accident. Ce fut une atteinte profonde à la doctrine classique respectée dès lors seulement en apparence. Un patron se rendait coupable de telle négligence, de telle faute professionnelle, on le déclarait responsable même si l'accident n'était pas la conséquence de la faute commise (2).

De son côté, la doctrine chercha la solution du problème. D'après « la *théorie contractuelle* » (3), le patron s'engage envers ses ouvriers « à les rendre à eux-mêmes valides comme il les a reçus ». En cas d'accident, ce n'est plus à l'ouvrier de prouver la faute du patron, mais à celui-ci de montrer qu'il n'a pas manqué à sa promesse. Cette théorie n'eut pas de succès en jurisprudence. D'ailleurs, elle n'aurait pu s'appliquer qu'aux accidents du travail.

1. Rennes, 20 mars 1893 (Sir. 94.2.36).

Nous voyons, par exemple, un industriel condamné pour n'avoir pas muni ses métiers d'appareils protecteurs, bien que ceux-ci ne fussent pas d'usage : Tr. civ. Grenoble, 25 janvier 1894 (D. 95.2.394).

2. Voyez Saleilles; note au Dalloz, 1897.1.433.

3. Saintelette, *De la responsabilité et de la garantie*, Sauzet. *De la responsabilité des patrons*.

B. — APPLICATION DE L'ARTICLE 1386

Malgré leur bonne volonté, les tribunaux ne pouvaient que rarement donner une solution équitable en employant l'article 1382. Lorsque la victime n'était pas un ouvrier, mais un tiers, il était impossible de retenir contre le patron une faute professionnelle. Même au point de vue des accidents du travail, les avantages de ce détour étaient limités : il ne fallait pas aller trop loin, à moins de violer ouvertement l'article qu'on prétendait appliquer.

Voilà pourquoi la jurisprudence voulut employer l'article 1386. Nous avons vu que cette disposition n'exige pas la preuve d'une faute. Le demandeur doit seulement établir le manque d'entretien ou le vice de construction ; or ce dernier n'implique pas toujours la négligence du propriétaire. Dans ce cas tout au moins, une personne peut être responsable sans avoir commis de faute, sa qualité de propriétaire l'obligeant à réparer le dommage. Il y avait un progrès dans cette théorie, moindre cependant qu'on le croirait tout d'abord, car elle succédait à une application de l'article 1382 singulièrement élargie.

Mais comment justifier cette extension de l'article 1386, dont le texte, au premier abord, semble si précis ? Il ne faut pas, a-t-on dit, l'interpréter d'une manière étroite car sa portée dépasse beaucoup les termes de sa rédaction. L'article 1386 oblige, dans un but d'utilité publique, le propriétaire à veiller au

bon état de son immeuble pour qu'il ne cause pas de dommages. C'est un motif très large, qui se retrouve pour tous les biens. Le texte cite les bâtiments à seul titre d'exemple, mais sa portée est générale.

C'est la Cour de Paris qui prit l'initiative de ce changement de jurisprudence. Elle devait statuer dans l'espèce suivante : Une personne avait été blessée par la chute d'un arbre. Celui-ci était en mauvais état, mais rien, à l'extérieur, ne le laissait voir. Le propriétaire n'avait donc pas commis de faute. La Cour le déclara cependant responsable (1) : « Considérant que la responsabilité établie par l'article 1386 du Code civil est attachée à la propriété comme sanction (2) de la négligence et de l'incurie du propriétaire, lorsqu'il en est résulté du dommage pour les tiers ; que s'il est responsable du dommage causé par la ruine de son bâtiment lorsqu'elle est arrivée par suite d'un défaut d'entretien ou par le vice de sa construction, *il doit, par application du même principe*, être responsable du dommage causé aux tiers par la chute d'un arbre qui lui appartient, lorsqu'elle est le résultat de la vétusté et du vice propre du tronc ; que, dans cecas, il importe peu que le vice de l'arbre, comme le vice de construction, soit occulte ou apparent ; que son existence constatée suffit pour fonder la responsabilité du propriétaire qui ne saurait en

1. Paris, 20 août 1877 (Sir. 1878.2.48).

2. Motif bien discutable, car s'ils s'agissait de la punition d'une faute, le propriétaire aurait le droit de prouver qu'il ne l'a pas commise.

être exonéré qu'en cas d'accident purement fortuit ou de force majeure dont personne ne répond. »

Depuis cette époque, de nombreuses décisions ont utilisé l'article 1386. La Cour suprême reconnut qu'il s'appliquait non seulement aux bâtiments, mais à tout ce qui en dépend par incorporation, par exemple aux machines fixées au sol (1). On peut même se demander pourquoi la jurisprudence n'est pas allée plus loin dans cette voie. Puisqu'elle repoussait l'interprétation littérale, pour développer la pensée du législateur, elle devait appliquer l'article 1386 à toutes les choses inanimées. Pourquoi ne pas l'avoir étendu, par exemple, aux machines mobiles ?

C'est que, malgré tout, l'article 1386 se prêtait bien mal à cette généralisation. Il parle de bâtiments : on osa bien l'appliquer aux choses incorporées au sol, mais non l'étendre au delà. C'était déjà forcer beaucoup les termes de la loi. Il est certain qu'en parlant de la « ruine d'un bâtiment », le Code visait une hypothèse bien précise. Il est très juste et très profitable de ne pas s'en tenir toujours au texte même de la loi. Il faut la raisonner, se pénétrer de ses motifs, pour l'appliquer utilement ; mais, dans l'espèce, le rôle de l'article 1386 semblait bien déterminé (2).

1. Cass., 19 avril 1887 (D. 1888.1.27). Nancy, 21 mars 1896 (D. 1896.2.518), etc.

2. Le système qui généralise l'article 1386 présente aussi l'inconvénient de rendre toujours le propriétaire responsable. Cela se comprend lorsqu'il s'agit, comme le suppose le texte, d'un bâtiment. Ce n'est généralement pas le locataire qui rend la maison dangereuse en l'habitant. Le risque est antérieur à son occupation. De plus le pro-

C. — APPLICATION DES ARTICLES 1384-1° ET 1386

Il suffisait, pour écarter l'objection, d'utiliser le premier alinéa de l'article 1384. D'après ce texte, on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde. Voilà qui est très général. Le Code prend ensuite l'exemple du bâtiment, mais on peut admettre, sans forcer les termes de la loi, que les conditions sont les mêmes dans le cas plus général de l'article 1384. Présentée de cette façon, la théorie devenait soutenable. De nombreuses décisions l'ont appliquée. Les plus importantes sont deux arrêts de la Cour de cassation du 16 juin 1896 et du 30 mars 1897 (1).

Le premier fut rendu dans l'espèce suivante : La chaudière d'un remorqueur avait fait explosion, causant la mort d'un mécanicien. Le demandeur avait prouvé le vice de construction, mais non la faute du propriétaire : celui-ci ne connaissait pas le mauvais état de la machine et ne pouvait le découvrir. La Cour de Paris accorda cependant une indemnité en

priétaire ne perd pas tout contrôle sur son immeuble ; il est même tenu de veiller à son entretien.

Au contraire cette solution étendue aux meubles conduirait souvent à des résultats injustes. Les meubles sont rarement dangereux par eux-mêmes ; ils le deviennent par l'usage qu'on en peut faire. De plus, ils échappent à la surveillance de leur propriétaire dès qu'ils sont en la possession d'une autre personne.

1. (D, 1897. 1. 433) ; Douai, 28 juillet 1896 (D. 1897. 2. 349).

invoquant par analogie l'article 1386 (1). Il y eut pourvoi en cassation. Malgré les conclusions de l'avocat général Sarrut qui se prononça pour l'application de l'article 1382, l'arrêt fut maintenu.

« Attendu, dit la Chambre civile, que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur à vapeur *Marie* est due à un vice de construction; qu'aux termes de l'article 1384, cette constatation, qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit, vis-à-vis de la victime de l'accident, la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé. » Comme on le voit, la Cour ne parle pas de l'article 1386, mais en applique les conditions. Puisqu'il y a vice de construction, la cause de l'accident n'est pas inconnue et le propriétaire est responsable. On peut en conclure que si le vice n'avait pas été prouvé, il n'y aurait pas eu réparation.

L'arrêt du 30 mars 1897 montre bien que tel était le système de la Cour de cassation. La Chambre des Requêtes devait se prononcer dans la même hypothèse; toutefois le demandeur ne prouvait pas le vice de construction. La Cour d'Aix avait refusé toute indemnité. Le pourvoi en cassation fut rejeté dans ces termes: « Attendu qu'il résulte de l'expertise que

1. Elle se basait aussi sur une clause de garantie sous-entendue; c'est une des rares décisions où se rencontre l'influence de la théorie contractuelle.

la chaudière était bien construite et en bon état d'entretien... et qu'il est absolument impossible de déterminer la cause d'un accident qui doit rentrer dans la catégorie des accidents fortuits déjouant toute prévision et ne pouvant engager aucune responsabilité. »

Ce dernier exemple montre bien que le progrès du nouveau système était plus théorique que réel. En principe, il rendait la réparation plus fréquente puisqu'il peut y avoir vice de construction sans faute du propriétaire (1), mais en fait, l'amélioration n'était pas sensible. Pour découvrir le vice de construction, il faut que le demandeur puisse examiner l'objet qui a causé le dommage. Or le plus souvent cet objet a disparu, ou il est tellement modifié que la preuve devient impossible (2).

Un passant reçoit un éclat de volant sur la tête ; on l'oblige, ou ses héritiers, à prouver que la machine présentait un vice de construction. C'est une exigence injustifiable. Si même, en droit, cette condition était nécessaire, il faudrait, dans de pareilles circonstances, la supposer remplie. Mais il y a plus : à la différence des bâtiments qui ne causent guère un dommage que par leur ruine, les autres choses inanimées peuvent nuire d'une foule de manières. Il n'est pas nécessaire qu'elles présentent un défaut d'entretien

1. Ce qui ne veut pas dire qu'il soit plus facile de prouver un vice de construction qu'une faute du propriétaire.

2. Une meule de bois avait écrasé une personne. Le demandeur ne prouva pas que la pile avait été mal construite et n'obtint aucune indemnité. Douai, 16 décembre 1896 (D. 1900.5.586).

ou un vice de construction (1). Donc puisque l'on rejette l'idée de faute, quelle bonne raison y a-t-il d'accorder une indemnité dans un cas et de la refuser dans l'autre ?

D. — APPLICATION DE L'ARTICLE 1384-1°

I

La meilleure solution était de ne plus obliger le demandeur à prouver le défaut d'entretien ou le vice de construction. D'ailleurs le premier alinéa de l'article 1384 se suffit à lui-même ; il n'est pas besoin, pour l'interpréter, de recourir à d'autres textes. Puisqu'il ne parle ni de faute, ni de vice de construction, pourquoi vouloir imposer cette preuve à la victime ? Cela se comprendrait encore si l'on y trouvait quelque avantage, mais nous avons vu qu'il y a de bonnes raisons, au contraire, pour ne pas admettre cette solution.

Laurent fut le premier à protester contre l'emploi abusif de l'article 1386 (2). « Faire de l'article 1386 une disposition générale, c'est effacer de l'article 1384 la disposition concernant le dommage causé par une chose qui est sous notre garde... Nous croyons qu'il faut s'en tenir aux textes, maintenir l'article 1384 comme règle générale, et n'appliquer l'article 1386

1. Par exemple : incendies allumés par les locomotives.

2. Laurent. *Principes de droit civil*, tome 20, n° 639.

qu'aux bâtiments. » Puis il ajoutait : « Cette interprétation est aussi en harmonie avec l'équité et avec les faits. Les accidents causés par les machines sont journaliers ; ils ne peuvent guère provenir que de l'imperfection de la machine ou d'une négligence de l'ouvrier ; donc *le législateur a pu présumer la faute*. Il est vrai que l'imperfection de la machine peut venir de l'imperfection de la science, laquelle n'est pas imputable au propriétaire ; mais alors il y a une considération d'équité : *n'est-il pas plus juste que le propriétaire de la machine supporte le dommage plutôt que celui qui en est la victime ?* »

Cette nouvelle interprétation de l'article 1384 a soulevé bien des objections. On peut au premier abord s'en étonner. Il semble naturel de comprendre ainsi notre texte et de l'étendre à toutes choses puisqu'il s'exprime d'une manière générale. Il est vrai qu'on reconnaît de la sorte une foule d'exceptions au principe « pas de responsabilité sans faute ». Or, cette formule, répétée depuis de longues années a fini par acquérir une vertu mystérieuse : il semble que ce soit un principe essentiel de notre droit auquel il ne faut déroger que le moins possible.

Ce désir de ne pas rompre avec une longue tradition est visible dans bien des objections posées à la nouvelle théorie. L'article 1384 ne parle pas de faute, on est bien obligé de le reconnaître, mais alors on s'efforce d'en restreindre la portée. Ce texte, dit-on, ne formule pas une règle absolue ; il indique seulement quelques exceptions aux articles 1382 et 1383.

La suite de l'article 1384 contient les exceptions relatives aux personnes ; celles qui concernent les choses se trouvent dans les articles 1385 et 1386. Le premier alinéa de l'article 1384, qui semble général, ne doit pas être séparé de ces dernières dispositions qui le limitent et précisent sa portée. Nous sommes bien responsables de plein droit lorsque le dommage est causé par un animal ou par un bâtiment, mais pour les autres choses, la preuve d'une faute est nécessaire (1).

On ajoute que les termes mêmes de l'article 1384 supposent cette interprétation. Il y est question du dommage causé *par le fait des choses* que l'on a sous sa garde. Ces mots, paraît-il, évoquent « l'idée d'un acte, d'un mouvement actif et propre qui ne peut émaner que d'un être vivant (2). » Nous croyons, au contraire, qu'ils s'appliquent fort bien à toutes choses. Ils indiquent seulement un rapport de cause à effet entre l'objet et le dommage ; c'est l'interprétation du texte la plus naturelle.

Il ne faut pas davantage soutenir que les termes *que l'on a sous sa garde* ne sont applicables qu'aux animaux ; « ne dit-on pas : le gardien d'un pont, d'un bâtiment, d'un phare, d'une poudrière, tout aussi bien sinon mieux que : le gardien d'un chien, d'une poule » (3) ? Le législateur avait même une

1. Voyez les conclusions de l'avocat général Sarrut, affaire Guisseez-Teffaine (D. 1397.1.440).

2. Esmein ; note au Sirey, 1397.1.17.

3. Jossierand ; note au Dalloz, 1900.2.289.

bonne raison pour employer ces termes. Ce n'est pas en effet toujours le propriétaire qui doit être responsable, mais bien la personne qui, prenant la chose sous sa garde, accepte les risques de cette possession.

On fait encore observer que dans le projet primitif, les articles 1384 et 1385 se trouvaient réunis. Nous ne croyons pas que ce soit un motif suffisant pour voir, dans l'article 1385, le développement complet de la formule de l'article 1384-1°. Si même les deux textes étaient réunis dans la rédaction actuelle, nous verrions dans le premier alinéa un principe général (1), et non une simple annonce de la disposition relative au dommage causé par les animaux. Si l'on objecte que les articles 1385 et 1386 sont ainsi rendus inutiles, nous répondons que même en admettant une identité complète entre les conditions de ces différentes responsabilités, il ne faut pas s'étonner que le législateur ait insisté sur les hypothèses les plus importantes. Il est probable que si les machines avaient existé lors de la rédaction, elles auraient eu l'honneur d'une disposition spéciale.

Il n'en est pas moins vrai qu'au-dessus des hypothèses particulières le Code a dégagé le principe. Celui-ci est d'ailleurs équitable et logique. Il s'impose en

1. En tant qu'il y est question des choses, car la formule relative aux personnes dont on doit répondre, exige évidemment que ces personnes soient déterminées. Au contraire il est bien inutile d'énumérer les choses que l'on a sous sa garde; le texte qui les concerne se suffit à lui-même.

quelque sorte à la raison, aussi nous semble-t-il difficile de ne pas l'admettre en présence d'un texte qui le formule nettement.

II

L'opinion de Laurent eut peu de succès à son époque. Nous voyons seulement, quelques années plus tard, se dessiner un mouvement en sa faveur.

Le 26 avril 1888, le tribunal de Gien (1) appliquait la nouvelle théorie pour indemniser un ouvrier blessé par une scie mécanique. L'enquête n'avait établi aucune imprudence et la cause de l'accident restait inconnue. Le tribunal admit cependant la responsabilité du patron parce que « aux termes de l'article 1384 du Code civil, on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde ; que cet article établit, au profit de la victime du dommage et contre le propriétaire de la chose, une présomption légale de faute à la charge du propriétaire de la chose, cause du dommage. » Le jugement fut infirmé par la Cour d'Orléans qui revint à l'application de l'article 1382.

Peu de temps après, le tribunal de Bourgoïn appliquait l'article 1384 à l'occasion de la chute d'un arbre (2). Voici les motifs de ce jugement : « Attendu que l'article 1384 du Code civil édicte une présomption de

1. Sir. 1890. 2.14.

2. Bourgoïn, 10 juin 1891 (Sir. 1893, 2.205).

faute relativement aux dommages causés par le fait des choses que l'on a sous sa garde; qu'en établissant cette présomption, le dit article ne déroge pas au principe général posé dans les articles 1382 et 1383, qu'il faut une faute pour engendrer la responsabilité; car, si chacun est responsable des accidents causés par les vices et les défauts de la chose dont il est propriétaire ou dont il se sert, c'est qu'il peut s'en défaire et que, s'il la conserve, il doit veiller à ce qu'elle ne cause aucun dommage, de telle sorte qu'il y a faute de sa part de ne pas s'en être défait ou de n'avoir pas veillé, lorsque le vice de la chose pouvait occasionner un dommage; *qu'en outre, cette présomption repose sur cette considération d'équité qu'entre le propriétaire de la chose et la victime, il est juste que le premier supporte les conséquences de l'accident plutôt que celle-ci qui n'a rien à se reprocher.*» Cette fois, le jugement fut confirmé par la Cour de Grenoble.

Depuis cette époque, la théorie nouvelle a fait de grands progrès. Nous devons toutefois reconnaître que la doctrine lui est moins favorable que la jurisprudence. Il est facile de l'expliquer. La solution classique est très logique en apparence. Elle forme, avec l'article 1382, tel qu'on le comprend ordinairement, un ensemble harmonieux. La raison est satisfaite par un système aussi général; on est tenté d'y voir un principe essentiel. Mais dès qu'on veut l'appliquer, on se rend compte de sa valeur réelle; ses résultats permettent de le juger plus sûrement que tous les raisonnements possibles.

Quelques auteurs cependant, ont franchement répudié la théorie classique dont la pratique avait montré la fausseté (1). Dans cette mesure, la doctrine exerça une influence sur la jurisprudence. Celle-ci, hantée par des souvenirs classiques, n'osa pas d'abord tirer du nouveau principe toutes les conséquences qu'il comportait. Pendant bien longtemps les tribunaux voulurent conserver l'ancienne théorie en modifiant seulement ses résultats, ce qui montre combien il est difficile de rompre avec une longue tradition.

Laurent lui-même parlait encore d'une présomption de faute. Toutefois il n'était pas dupe de l'illusion. « Il est vrai, disait-il, que l'imperfection de la machine peut venir de l'imperfection de la science, laquelle n'est pas imputable au propriétaire ; mais alors il y a une considération d'équité : n'est-il pas plus juste que le propriétaire de la machine supporte le dommage plutôt que celui qui en est la victime ? » Nous insistons sur ce passage, car il nous semble donner une idée très juste de la marche qu'allait suivre la jurisprudence. Comme le prévoyait Laurent, elle devait partir d'une présomption de faute pour aboutir logiquement à la notion du risque.

1. Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*. Paris, 1897.

Josserand. *De la responsabilité du fait des choses inanimées*. Paris, 1897.

A. — ON EXPLIQUE L'ARTICLE 1384-1°
PAR UNE FAUTE PRÉSUMÉE

On a commencé par voir dans l'article 1384-1° une présomption de faute. D'après ce système, la responsabilité du fait des choses ne déroge pas au principe essentiel des articles 1382 ou 1383. Seulement le Code, supposant que le gardien a commis une faute, dispense le demandeur d'en apporter la preuve. D'ailleurs il ne fait ainsi que généraliser, dans un but d'utilité publique, l'hypothèse normale. Si le propriétaire établit qu'il a pris toutes les précautions possibles pour éviter le dommage, sa responsabilité disparaît.

Ce système présentait l'avantage de laisser une faute à la base de la responsabilité du propriétaire, tout en dispensant la victime d'une preuve souvent impossible. Il semble même qu'il aurait pu donner pleine satisfaction aux besoins de la pratique, car il est bien difficile de prouver qu'on n'a pas commis de faute. On a même pensé que c'était impossible. On ne peut, dit-on, prouver directement un fait négatif ; le seul moyen, pour le propriétaire, de montrer qu'il n'a pas commis de faute, est d'établir la cause directe de l'accident : tant que celle-ci reste inconnue, il y a toujours place pour une faute (1).

En théorie l'objection est sérieuse, mais elle n'est

1. Labbé, note au Sirey, 1886.2.97.

guère gênante en pratique. Lorsque le gardien a fait son possible pour éviter les causes probables d'accidents, on peut fort bien dire qu'il n'a pas commis de faute.

D'ailleurs nous avons vu l'application de ce système à propos du dommage causé par les animaux. Si la jurisprudence a fini par le rejeter, c'est qu'il n'a pas semblé protéger suffisamment la victime. C'est aussi, croyons-nous, ce qui explique son peu de succès lorsqu'il s'agit d'une chose inanimée. Les décisions qui l'admettent sont en effet assez rares.

Citons, comme exemple, quelques motifs d'un jugement du tribunal civil de Lyon (1) : « Attendu que la disposition de l'article 1384 repose sur la présomption que l'obligé, tenu de surveiller sa chose de manière à l'empêcher de nuire à autrui, a fautivement omis de le faire ; qu'il s'ensuit que ce n'est plus, comme dans les autres cas, au demandeur en indemnité à prouver qu'il a subi un dommage du fait et par la faute de son adversaire, cette faute étant de plein droit présumée ; *que la loi réserve seulement au défendeur la faculté d'établir qu'il n'a pu empêcher le fait et que, dès lors, il n'y a eu ni faute, ni responsabilité possible.* »

Il n'y a donc pas d'impossibilité dans l'application de ce système. Voici, selon nous, la véritable raison de son peu de succès : il n'a pas semblé juste d'exonérer le propriétaire ou le gardien, même en l'absence

1. Lyon, 15 novembre 1901 (D. 1904.2.257).

de toute faute de leur part. S'ils n'ont pas commis de négligence, il est possible également que la victime n'ait rien à se reprocher ; dans ces conditions il serait bien injuste de lui refuser toute indemnité. D'ailleurs l'article 1384 ne permet pas au défendeur de se soustraire à la responsabilité en prouvant l'absence de faute. Il s'exprime au contraire d'une manière absolue. On ne pouvait guère admettre une restriction mauvaise et superflue.

B. — LA PRÉSUMPTION DEVIENT ABSOLUE

Presque toutes les décisions appliquant l'article 1384-1^o refusent au propriétaire le droit de repousser la demande en prouvant seulement qu'il n'a pas commis de négligence. Nous avons vu pourquoi. Ajoutons que le système suivi par la jurisprudence à propos du dommage causé par les animaux était favorable à cette solution. Les deux textes sont également muets sur la preuve contraire. On ne voit pas comment justifier une différence d'interprétation ; cela paraît d'autant plus difficile que les résultats seraient contraires au bon sens.

Si le propriétaire n'est pas admis à prouver l'absence de faute, sa responsabilité n'est cependant pas toujours engagée. Il se dispense de réparer le dommage en prouvant l'imprudence de la victime. La solution est la même si le propriétaire établit que l'accident a pour cause une force extérieure, contre la-

quelle il ne pouvait rien, et dont l'intervention a causé le dommage par l'intermédiaire de l'objet. C'est ce qu'on appelle la force majeure (1).

Tandis que dans le système admettant la preuve contraire, l'accident dont la cause est inconnue reste à la charge de la victime, il est ici supporté par le propriétaire. Le résultat est équitable, mais ne se justifie guère par une idée de faute.

C'est cependant ainsi que l'explique la jurisprudence : « Attendu qu'aux termes de l'article 1384, on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde; que l'article 1385 déclare le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, responsable du dommage causé par l'animal; qu'enfin, d'après l'article 1386, le propriétaire d'un bâtiment doit réparer le dommage causé par sa ruine arrivée par un défaut d'entretien, ou par un vice de construction; *attendu que dans ces divers cas, la responsabilité repose sur une présomption légale de faute de la part des personnes qui y sont soumises..... attendu qu'en l'espèce Villepelet et le Phénix ont seulement à prouver que l'explosion de la machine est la cause de l'incendie; que c'est à Jullien et à Fous-sard à démontrer le cas fortuit ou la force majeure*(2). Attendu que cette preuve n'a pas été faite et que la cause de l'explosion de la chaudière est demeurée

1. Nous avons essayé de la définir, bien que cette notion soit en réalité moins précise qu'on le croit ordinairement.

2. La suite du jugement montre que ces deux expressions sont prises dans le même sens.

inconnue ; dès lors, d'après le principe plus haut posé, Jullien et Foussard sont responsables du dommage causé par une machine dont ils avaient la garde (1). »

Le système de la présomption de faute paraît être celui de la Cour de cassation : « Attendu que si aux termes de l'article 1384, on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde, *cette présomption cède* devant la preuve de la faute exclusive de la victime (2). »

Et pourtant cette explication ne semble pas très satisfaisante. Si la responsabilité du propriétaire a pour cause une faute présumée, on doit lui permettre de prouver qu'il ne l'a pas commise. Sinon la présomption ne justifie plus le résultat : c'est une fiction inutile. L'objection se pose d'elle-même. Laurent l'avait aperçue et nous voyons dans bien des jugements qu'elle est venue à l'esprit des magistrats. La théorie classique semble insuffisante. On la conserve par habitude, mais on juge bon de la renforcer par des motifs nouveaux appartenant à un tout autre ordre d'idées. Cela donne à quelques décisions un caractère hybride très curieux.

Citons comme exemple un jugement du tribunal civil de Lannion. Après avoir reconnu que l'article 1384 édicte à l'encontre du propriétaire une présomption de faute, le tribunal ajoute : « qu'il semble en effet équitable et rationnel que les conséquences

1. Tr. civ. Bourges, 7 février 1895 (D. 1900.2.289). Cour Ageo, 17 mars 1897 (D. 1900.2.289), etc.

2. Req., 22 janvier 1908 (D. 1908.1.217).

d'un préjudice imputable à une chose soient supportées, en principe, et hors le cas fortuit ou la faute de la victime, plutôt par celui qui tire un profit habituel de la chose et connaît les risques inhérents à son usage et les moyens d'y obvier, que par un tiers (1). »

On ne voit plus vraiment ce que viennent faire les premiers motifs puisque les seconds seuls justifient la solution. Ils sont inutiles et doivent disparaître.

C. — ON NE PARLE PLUS DE PRÉSUMPTION DE FAUTE

Si l'on condamne une personne en l'absence de toute négligence de sa part, on ne doit plus parler de faute à moins de se rendre incompréhensible.

C'est pourquoi nous voyons quelques décisions abandonner les motifs traditionnels. Sans doute, elles n'indiquent pas encore le fondement véritable de leurs solutions, mais elles évitent une expression trop difficile à justifier.

Par exemple, il n'est plus question de présomption de faute, mais seulement de présomption de responsabilité. C'est la formule employée par un jugement du tribunal civil de la Seine du 23 janvier 1903 (2) : « Attendu que la responsabilité de X...dérive de l'article 1384-1°..... *que la présomption légale de responsabilité édictée par ledit article ne disparaît qu'en cas de force majeure ou lorsque le défen-*

1. Tr. civ. Lannion, 5 décembre 1905 (D. 1906.2.249).

2. D. 1904.2.262.

deur prouve la faute du demandeur. » Il est vrai que, dans l'espèce, il n'était pas facile de justifier la condamnation par une faute. Le propriétaire d'un immeuble avait consenti une occupation gratuite à un futur locataire. Celui-ci subit un préjudice causé par des infiltrations d'eau provenant de l'étage supérieur. En traversant le plancher saturé d'acides, l'eau avait acquis des propriétés corrosives lui faisant détériorer le matériel installé. Bien qu'il y eût prêt, le tribunal appliqua l'article 1384 et condamna le propriétaire de l'immeuble. Le locataire supérieur « qui ne pouvait être responsable du dommage résultant de la transformation de l'eau » fut quitte pour une légère indemnité.

A peu près à la même époque, la Cour de Toulouse rendait un arrêt des plus intéressants. Non seulement elle n'invoquait pas une présomption de faute, mais reconnaissait ouvertement l'inutilité de cette notion : « Attendu qu'il résulte des rapports administratifs et de toutes les circonstances de la cause, notamment de la détermination du point où a commencé l'incendie, situé le long de la voie ferrée, qu'il ne peut être attribué à aucune autre cause qu'à la communication du feu par une locomotive ; qu'il n'est pas besoin, en droit, d'en rapporter une preuve directe dans les termes du droit commun, laquelle serait d'ailleurs impossible à administrer et dont l'exigence rendrait illusoire toute demande en réparation du dommage causé par l'exploitation des chemins de fer ; qu'il appartient aux exploitants de pren-

dre toutes les précautions nécessaires pour prévenir ce dommage *et que l'impossibilité de le faire, fût-elle démontrée, ne saurait les dispenser de le réparer, en l'absence de toute faute de la part de celui qui en a été la victime* (1). »

Voilà qui est bien net. Peu importe, au point de vue civil, qu'il y ait ou non faute du propriétaire. La victime subit un dommage injuste ; elle ne l'a pas causé par son imprudence ; ce dommage doit être réparé. Un nouveau principe de responsabilité s'est insensiblement substitué à l'ancien. Il ne reste plus qu'à le formuler pour que l'évolution soit complète.

D. — ON EXPLIQUE L'ARTICLE 1384-1^o PAR UNE IDÉE
DE RISQUE

I

Lorsqu'un objet quelconque, une machine par exemple, cause un dommage sans qu'il y ait faute de personne, il est équitable et logique d'accorder une indemnité à la victime. Celle-ci n'a rien fait pour subir le dommage. Elle est étrangère à l'objet qui l'a causé. Son rôle a été tout passif.

Celui qui exploite la machine, au contraire, s'il n'a pas commis de négligence, reste malgré tout la cause de l'accident. Le dommage est une suite de la direction qu'il a donnée à son activité ; il est naturel qu'il

1. Cour Toulouse, 6 mai 1902 (D. 1903.2.413).

le répare. Cette solution est d'ailleurs parfaitement juste. L'objet qui a causé le dommage est une source de plaisir ou de profit pour son propriétaire. Si celui-ci l'a introduit dans la société, c'est en raison des avantages qu'il pensait en retirer ; il doit en supporter aussi les inconvénients.

La responsabilité de l'article 1384-1° s'explique non par une faute, mais par un risque. Celui qui utilise un objet pouvant nuire aux tiers sans qu'il y ait faute de personne crée un risque. Son intérêt le pousse à jouer ce rôle : il doit supporter les conséquences d'un état de choses qu'il a créé.

Tels sont les véritables motifs du système de la jurisprudence. Nous les trouvons dans quelques décisions. Le 12 juillet 1905, la Cour de Chambéry déclarait à propos de l'explosion d'une locomobile (1) : « que la responsabilité de l'article 1384-1° n'est pas subordonnée à l'idée subjective de faute comme dans les articles 1382 et 1383, mais bien à l'idée objective de dommage ; que sans entrer dans les controverses doctrinales soulevées sur cette question par ceux qui veulent voir dans l'article 1384 une présomption de faute, il y a lieu de reconnaître que, sainement compris, le point de vue auquel s'est placée la loi, est conforme à la justice et à l'équité, puisque *celui qui détient une chose et en tire avantage doit, par suite d'une légitime réciprocité, supporter les charges corrélatives à cet avantage* ; qu'une théorie contraire, en

1. D 1905. 2. 129.

cas de survenance d'accident, présenterait le grave inconvénient de méconnaître les garanties de sécurité et de réparation auxquelles, dans une société bien organisée, a droit la personne humaine. »

Quelques mois après, le tribunal civil de Villefranche s'exprimait encore avec plus de netteté. Les motifs du jugement sont très curieux : le tribunal oppose les deux bases de la responsabilité pour conclure en faveur de la théorie nouvelle : « Attendu que l'article 1384-1^o porte que l'on est responsable des choses que l'on a sous sa garde (1) ; qu'il établit assurément ainsi une présomption de faute à l'encontre de celui auquel appartient la garde de la chose qui a occasionné le préjudice ; que le décider n'est point ajouter à la loi comme on l'a prétendu ; que le législateur de 1804, en effet, a posé, dans l'article précité, le principe de la responsabilité des choses en général, puis, dans les articles 1385 et 1386, en a fait les seules applications qu'il pouvait alors prévoir, mais sans vouloir les limiter aux cas qu'il précisait. Attendu que cette interprétation répond, au surplus, à la nécessité équitable d'enlever à la victime de l'accident industriel la charge d'une preuve de plus en plus difficile à administrer, à raison du développement et du perfectionnement incessants du machinisme.

« Qu'en réalité, d'ailleurs, la responsabilité édictée

1. Il s'agit, dans l'espèce, de l'incendie d'une meule par une machine à vapeur.

et présumée par l'article 1384 a son fondement rationnel moins dans une faute que dans la création du risque nouveau que fait courir à la société l'introduction d'une chose dangereuse; qu'il est juste, dès lors, qu'en l'absence de toute négligence ou imprudence, la charge du risque incombe à celui qui en a la garde et qui en profite. Que cette conception nouvelle du fondement de sa responsabilité entraîne alors, il est vrai, pour le gardien de la chose, l'obligation de prouver, pour s'en exonérer, non plus seulement l'absence de faute, ce qui serait sans importance, mais bien la faute de la victime ou la force majeure (1). » La Cour de Lyon confirma le jugement en adoptant ses motifs (2).

Nous voyons que l'évolution de la jurisprudence est complète. De nombreuses décisions, il est vrai, n'exposent pas encore le nouveau principe, mais préfèrent l'appliquer sous le couvert des formules traditionnelles. Le résultat est équitable, et c'est l'essentiel. Il est cependant préférable, croyons-nous, d'aller droit au but, puisque l'article 1384 permet de

1. Villefranche, 13 déc. 1905 (D. 1909, 2. 246).

2. Citons encore : un jugement du tribunal civil de La Châtre du 29 décembre 1904, où il est dit : « Qu'on a considéré avec raison que celui qui introduisait une chose dangereuse dans la société pour en retirer un produit ou un bénéfice, faisait courir à ses semblables un certain risque, et qu'il devait être en principe responsable du dommage que cette chose viendrait à occasionner. » (D. 1905, 2. 54) ;

Un arrêt de la Cour de Grenoble du 6 novembre 1906, où nous voyons : « Qu'il est de toute justice que les risques d'une chose soient supportés par celui qui en a la garde et le profit. » (D. 1909, 2. 31.)

donner une solution à la fois juste et logique (1).

II

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sans dire quelques mots de la loi du 9 avril 1898. Il est inutile d'entrer dans le détail de ses dispositions, mais il convient de marquer sa place dans l'évolution re-tracée.

Les inconvénients du système appliquant au dommage causé par les choses inanimées les articles 1382 ou 1386 s'étaient surtout fait sentir en matière d'accidents du travail. La plupart des demandes avaient cette origine et la nécessité pour la victime de prouver la faute du patron empêchait le plus souvent toute réparation. C'est pour protéger les ouvriers qu'est intervenue la loi de 1898 (2).

A cette époque, l'idée de risque commençait à se

1. Les différentes étapes de la jurisprudence ne sont pas en réalité aussi tranchées qu'on pourrait le croire d'après cet exposé. Ainsi certains tribunaux ont appliqué au dommage causé par les choses inanimées les articles 1382 ou 1386 alors que d'autres utilisaient depuis longtemps l'article 1384-1°.

Exemple : Cour Rennes, 28 juillet 1902 (D. 1906.2.288) pour l'article 1382. Cour Paris, 11 mars 1904 (D. 1904.2.263) pour l'article 1386.

Parcontre, nous voyons l'article 1384 appliqué d'une manière très intéressante dans un jugement du tribunal de Lyon du 12 juillet 1854 (D. 1855.2.86). Il reste vrai que nos divisions reproduisent assez exactement l'évolution de la jurisprudence.

2. Elle dispense l'ouvrier de prouver la faute du patron. Depuis, les lois du 30 juin 1899 et du 12 avril 1906 ont étendu le principe du risque professionnel.

faire jour dans l'article 1384. Un arrêt du Conseil d'État du 21 juin 1895 l'avait même formellement admise (1). Le commissaire du gouvernement Romieu présentait à cette occasion des conclusions remarquables : « Nous sommes, quant à nous, convaincu, disait-il, que rien dans le Code civil ne s'oppose à ce que le patron soit déclaré responsable vis-à-vis de l'ouvrier des accidents auxquels ce dernier se trouve exposé par les conditions mêmes du fonctionnement de l'établissement industriel. » A vrai dire, cette interprétation de l'article 1384 était encore bien nouvelle ; aussi, pour vaincre toute hésitation, le commissaire du Gouvernement trouvait-il bon d'ajouter qu'il ne fallait pas appliquer entre l'État et ses ouvriers les règles du droit civil mais une législation d'équité. On ne pouvait invoquer cette considération devant les tribunaux judiciaires. Ceux-ci, bien souvent, sacrifiaient au respect de la tradition leur désir d'être équitables. Qu'on se rappelle par exemple, l'arrêt de la Chambre des requêtes du 30 mars 1897.

Mais depuis, la jurisprudence a évolué. La victime n'a plus à prouver la faute du propriétaire. Elle obtient une indemnité complète même si la cause de l'accident est inconnue. Ainsi la loi de 1898, en avance sur son époque, semble en retard sur la nôtre. Elle n'accorde en effet qu'une indemnité partielle,

1. Un ouvrier d'un arsenal avait été blessé par un éclat de métal sans qu'il y eut faute de personne. Le Conseil d'État lui accorda, cependant une indemnité (D. 1896,3.65).

de sorte que l'ouvrier aurait souvent avantage à se trouver sous le droit commun.

Nous comprenons que l'indemnité soit partielle lorsque la victime a commis une imprudence. Mais si l'accident est fortuit, la réparation devrait être intégrale. On peut dire que l'ouvrier s'expose à certains dangers, qu'il tire un profit de l'entreprise, alors que le tiers lui est étranger. Sans doute, mais il supporte aussi largement sa part des risques, car ce n'est pas une indemnité même complète qui lui rendra la santé ou la vie. On peut expliquer, par le caractère forfaitaire de la loi, une pareille différence de traitement ; il nous semble plus difficile de la justifier.

CONCLUSION

I

Que le dommage soit causé par un animal, par une machine ou par un bâtiment, la même conclusion s'impose. Il est impossible d'expliquer par une idée de faute les solutions de la jurisprudence.

En vain prétendrait-on que le propriétaire commet une faute en s'exposant à causer un dommage. Ce n'est pas là, croyons-nous, défendre le système classique, car on détourne le mot faute de son sens traditionnel ; ce n'est plus un élément distinct de l'acte, une maladresse, une négligence coupable, mais bien une conséquence de l'éventualité du dommage. En réalité, on a recours à l'idée de risque, mais en l'exprimant d'une manière tout à fait impropre. Voilà où mène un désir exagéré de conserver la théorie classique. On abandonne le système de la présomption qui, pour tout esprit logique, est insoutenable ; on a recours enfin à l'expédient dont nous venons de parler. Il laisse en apparence une faute comme base de la responsabilité, mais revient à dire qu'on est en faute d'être propriétaire.

A notre avis, seule l'idée de risque peut résoudre

la question d'une manière équitable et logique. Elle domine incontestablement les solutions de la jurisprudence. Nous croyons même qu'elle se trouve dans les articles du Code. Nous pourrions, à ce sujet, rappeler certains cas de responsabilité pour autrui ; mais, comme il s'agit de dispositions en quelque sorte exceptionnelles, nous préférons ne pas en parler. Nous pourrions également invoquer les travaux préparatoires, par exemple ces paroles de Bertrand de Greuille : « D'ailleurs, dans la thèse générale, rien de ce qui appartient à quelqu'un ne peut nuire impunément à un autre. » Bornons-nous aux textes du Code. Les articles 1384, 1385 et 1386 parlent-ils d'une faute ? non ; alors pourquoi vouloir les expliquer par cette idée ? Si la responsabilité dont il s'agit était la sanction d'une faute présumée, le Code permettrait au défendeur de s'exonérer par la preuve contraire. Il ne lui reconnaît pas ce droit. Faut-il d'ailleurs s'en étonner lorsque cette solution est équitable et conforme après tout au plus vulgaire bon sens ?

On nous dira peut-être qu'il n'est pas davantage question de risque. Sans doute, et cela se comprend, car le Code n'avait pas à nous faire une théorie sur la responsabilité. Il reste vrai que seule l'idée de risque explique les solutions qu'il nous donne. Le système de la présomption est une invention doctrinale. Faute prouvée dans les articles 1382 et 1383, faute présumée dans les articles suivants, voilà qui semble bien logique et la vérité même. En réalité, ce système ne tient pas debout. La théorie de la faute,

même dans les articles 1382 et 1383, est bâtie sur du vide. L'interprétation classique des articles suivants est la répétition d'une erreur rendue seulement plus manifeste par le changement d'hypothèse.

II

Le vice initial est dans l'interprétation de l'article 1382. Cet article est ainsi conçu : *Tout fait quelque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence* (art. 1383 Code civil).

D'après la théorie classique, pour qu'un dommage entraîne réparation, il doit y avoir faute de celui qui l'a causé. La matérialité du dommage ne suffit pas, en l'absence de tout élément de volonté coupable chez son auteur (1). La faute, dit-on, est un manquement à l'obligation préexistante de ne pas nuire à autrui. On peut supposer cette obligation, mais, à notre avis, ses limites sont bien peu précises. Il y a de nombreux cas où le dommage est licite. Quel sera

1. On en conclut que le fou n'est pas responsable de ses actes même civilement. Req., 21 octobre 1901 (D. 1902.1.526). Quelques tribunaux évitent les conséquences parfois odieuses de cette solution, en décidant qu'il restait à l'insensé une volonté suffisante pour engager tout au moins sa responsabilité civile. Montpellier, 31 mai 1867 (D. 1867.2.3). C'est un curieux détour pour respecter les principes et l'équité.

le critérium ? Si l'on répond que le défendeur doit indemnité lorsqu'il y a faute de sa part, on ne tranche nullement la question qui se pose sous cette nouvelle forme : quand l'acte dommageable peut-il être considéré comme une faute ? Il n'existe pas de tableau prévoyant toutes les circonstances dans lesquelles un dommage peut être causé et nous disant quand il y a faute. On ne peut donc partir de cette idée pour résoudre les espèces.

Aussi fait-on le contraire. Le demandeur expose les circonstances du dommage. Si la loi n'a pas statué (ce qui arrive le plus souvent), le juge se décide d'après les mœurs et l'équité. S'il estime qu'il doit y avoir indemnité, il l'accorde en disant : « Attendu que N..., en faisant telle ou telle chose, a commis une faute engageant sa responsabilité » ; mais il n'ajoute rien ainsi aux motifs qui l'ont déterminé. Il les résume seulement en une formule commode et traditionnelle.

Voilà pourquoi la notion de la faute est si vague. Puisqu'on se base sur les mœurs du moment, la solution peut varier d'une époque à l'autre. La jurisprudence nous en donne de nombreux exemples (1). Parfois la solution diffère à la même époque suivant les tribunaux. Cela s'explique par l'influence d'usages locaux : ce qui est faute ici, peut ne pas l'être ailleurs (2). Le plus souvent cette diversité reflète le

1. Rappelons seulement les questions relatives à la séduction, au louage d'ouvrage.

2. « Attendu que dans les villes importantes surtout, des nécessités sociales ont établi une tolérance qui fait que le voisin doit suppor-

partage de l'opinion publique. On se trouve à une période de transition. Tel dommage, qui jusqu'alors n'entraînait pas indemnité, semble injuste. Tant que ce changement dans les mœurs ne sera pas opéré, les uns diront : il y a faute, où les autres n'en verront pas (1).

On voit à quel point la notion de la faute est variable, et combien il est inexact de dire : le demandeur prouve le dommage, puis la faute de l'auteur. Le demandeur ne prouve pas la faute. Il établit le dommage, et c'est au juge de décider s'il engage ou non la responsabilité de son auteur. A notre avis, si dans l'article 1382 nous ne trouvons pas la formule « par le fait duquel il est arrivé », c'est parce qu'on a pensé aux nombreux cas où le dommage causé à autrui est licite. Il fallait bien les exclure à moins de commettre une inexactitude ; mais loin de donner un critérium entre ces deux catégories d'actes, le Code a simplement voulu les rappeler.

De critérium, il n'y en a pas. Certains dommages

ter une certaine somme de désagréments.... ; qu'il appartient aux tribunaux de dire si les dommages dont on demande la réparation, rentrent ou non dans cette tolérance. Douai, 13 février 1897 (D. 1897.2.351).

1. Les cours d'appel donneront bien une fixité régionale. L'unité complète n'existera pas, puisque la Cour de Cassation reconnaît aux juges du fait le pouvoir de déclarer s'il y a faute, autrement dit s'il convient d'accorder une indemnité.

Req., 30 juillet 1896 (D. 1897.1.198). C'est logique ; un changement dans les mœurs ne s'opère pas d'un jour à l'autre. Il est plus ou moins rapide suivant les contrées.

doivent être réparés ; d'autres n'engagent pas la responsabilité de leur auteur. C'est réglé par les lois et surtout par les mœurs, car les lois ne peuvent prévoir toutes les espèces ni les nuances de chacune. La jurisprudence reflète en cette matière les mœurs du moment. Elle dit aujourd'hui : il n'y a pas faute. Elle dira demain : il y a faute, si l'opinion publique estime que le dommage est injuste. La faute est une abstraction ; gardons-nous de lui donner un corps et de la prendre pour une réalité.

III

C'est ce que fait la théorie classique. Elle veut que l'acte dommageable présente en lui-même un caractère illicite, indépendamment de ses conséquences. Nous pensons que cette condition est inutile. Il peut arriver qu'un acte licite cause un dommage injuste. Celui-ci n'est pas la conséquence nécessaire de l'acte ; normalement il ne devait pas se produire, mais il existe, qui va le supporter ? La victime, dont le rôle a été passif, ou celui qui l'a causé ? La réponse ne nous semble pas douteuse. Le dommage doit rester à la charge de celui qui l'a causé. C'est équitable et logique.

Toute la question revient donc à savoir si le dommage, dont on demande réparation, est injuste. C'est, avons-nous dit, affaire de mœurs. Ce point tranché, il n'y a pas à rechercher si l'acte était ou non licite abstraction faite de son résultat. L'idée de faute, telle

que l'entend la doctrine classique, relève du droit pénal; elle n'a rien à voir dans une question de responsabilité civile.

Le vice du système classique n'est pas très apparent dans l'application des articles 1382 ou 1383. Lorsqu'il s'agit d'un fait personnel, l'acte dommageable est souvent illicite en lui-même (1), ce qui évite toute difficulté. Il en est autrement dans les cas de responsabilité prévus par les articles suivants. Voilà pourquoi, dans ces hypothèses, le système classique conduit aux solutions les plus injustes. Il est alors évidemment mauvais. Si l'erreur est moins visible lorsqu'il s'agit d'un fait personnel, elle n'en existe pas moins.

Prenons un exemple : une voiture automobile renverse un passant. Selon l'interprétation classique de l'article 1382, le demandeur doit prouver, outre l'accident, la faute du conducteur. La voiture n'était pas éclairée, sa vitesse trop grande, etc. Cette solution présente de nombreux inconvénients (2). Appliquons maintenant notre théorie. Lorsque le demandeur a prouvé le dommage, la question se pose en ces termes : est-il dans les mœurs d'écraser les gens impunément ? Pas encore. Alors le conducteur est responsable. A lui de prouver que dans les circonstances particulières de l'accident, il a pu causer le

1. C'est pourquoi, généralisant trop vite, on croit qu'il en est toujours ainsi.

2. Voyez à ce sujet le rapport de M. Ambroise Colin. *Bulletin de la Société d'études législatives*: année 1907, pages 273 et suiv.

dommage sans engager sa responsabilité (suicide, imprudence grossière). Le juge appréciera selon les mœurs et l'équité.

Il se peut que le conducteur soit tenu de réparer le dommage, bien qu'il n'ait commis aucune faute (1). Il ne subit pas une peine, il supporte simplement les conséquences de son action. La solution est donc la même que si l'on applique l'article 1384-1°. Il n'y a pas, croyons-nous, à ce point de vue, de différence essentielle entre ces deux cas de responsabilité. La faute existe plus ou moins souvent : elle n'est jamais nécessaire (2).

IV

Le changement d'hypothèse a pour seul effet de rendre plus difficile la détermination de la personne responsable. Le plus souvent c'est le propriétaire de l'objet qui a causé le dommage (3), mais ce peut être

1. Une imprudence, une maladresse, le rendrait passible de poursuites correctionnelles (art. 319, 320 C. p.).

2. Son inutilité apparaît bien lorsqu'il s'agit de dommages causés par un établissement industriel aux propriétés voisines (dommage matériel ou dépréciation). Bien que l'établissement soit autorisé et que l'industriel n'ait pas commis de négligence, le demandeur obtient généralement une indemnité. Voy. Tr. Nîmes, 30 avril 1895 (D. 1895. 2.335). Cass., 11 novembre 1896 et les conclusions de l'avocat général Desjardin (D.1897.1.10).

3. Ce sera toujours lui lorsqu'il s'agit d'un bâtiment; nous avons vu pourquoi : page 49, note 2.

une autre personne. Il n'y a pas à ce sujet de règles précises. Comme nous l'avons remarqué, c'est une question d'usages et d'interprétation de volontés. Voilà pourquoi le Code emploie une formule aussi large que celle de l'article 1384-1°. Il ne pouvait préciser davantage.

De même, les limites de cette responsabilité ne sont pas nettement déterminées. On dit bien qu'il suffit au propriétaire de prouver la force majeure ou l'imprudence de la victime. Mais il ne faut pas se méprendre sur la portée de cette formule: c'est une image; elle peut conduire aux erreurs les plus grossières, si l'on perd de vue la réalité. Le propriétaire ne prouve pas la force majeure ou la faute de la victime. Il établit seulement certains faits qu'il pense de nature à dégager sa responsabilité. Or c'est avant tout une question d'appréciation. La solution peut varier d'une époque à l'autre. Nous en avons vu des exemples. Telle circonstance entraînant aujourd'hui le rejet de la demande n'aura pas demain cet effet si l'on trouve équitable d'accorder une indemnité. Nous ne sommes pas en présence de notions précises, mais aussi variables que la faute même de l'article 1382.

D'ailleurs cette formule est-elle bien exacte? Nous ne le croyons pas. Il peut y avoir indemnité même si le dommage est causé par un événement de force majeure (1), ou par une imprudence de la victime.

1. Il convient de faire exception pour l'hypothèse de l'article 1386.

Voilà qui semble étrange. Ce n'est pourtant pas contraire au fondement que nous avons reconnu à la responsabilité. En effet, sans l'objet, le dommage n'aurait pas eu lieu. L'événement de force majeure ne causait pas de préjudice à la victime ; la faute de celle-ci restait sans conséquences. Dans les deux cas le motif de la responsabilité du propriétaire subsiste ; il n'est même atténué que dans le second. Le demandeur, qui par son imprudence a causé l'accident, n'obtiendra qu'une indemnité partielle. Le juge estimera, selon les mœurs et l'équité, la part du dommage qu'il convient de laisser à sa charge (1). La formule que nous discutons est un reste de la théorie de la faute ; elle est en contradiction avec la base véritable de la responsabilité.

En fait, les tribunaux la reproduisent surtout par habitude, mais ne la respectent pas. Ils accordent souvent une indemnité bien qu'il y ait force majeure, relevant alors, pour justifier leur solution, une faute du propriétaire. La cheminée d'une usine est renversée par la foudre sur la maison d'un voisin. Celui-ci obtient une indemnité parce que l'industriel aurait pu, sans inconvénient pour ses intérêts, construire la cheminée à un autre endroit (2).

1. Il se peut même que la demande soit rejetée, si l'imprudence est trop grossière. Nous voulons seulement dire que la faute de la victime n'exclut pas, *a priori*, toute indemnité ; et qu'il est inutile, pour justifier la réparation, d'invoquer alors une négligence du propriétaire : l'idée de risque suffit.

2. Civ. rej., 1^{er} février 1893 (D. 1893.1.180).

Parfois on déclare qu'il n'y a pas force majeure sans s'expliquer davantage. Le service de la voirie répand du sel dans la neige ; il se produit, sur la voie d'un tramway, des dérivations anormales de courant. Un cheval est foudroyé ; il n'y a pas force majeure et la compagnie est responsable (1).

Les tribunaux usent du même procédé pour accorder une indemnité malgré l'imprudence de la victime. Ils estiment que le propriétaire est également en faute, ce qui permet de répartir le dommage (2) ; ou bien ils décident que le demandeur n'a réellement pas commis d'imprudence. Un tout jeune enfant est écrasé par un tramway, alors qu'il jouait sans surveillance sur la voie publique. Les parents ont commis une grave imprudence, mais il ne faut pas trop en tenir compte (3).

Nous voyons qu'il est bien inutile de construire un système rigide dans une matière aussi complexe, aussi vivante que celle de la responsabilité. Tant que l'on demeure dans l'abstraction, les formules semblent répondre à tous les besoins. On s'imagine qu'il suffit de les appliquer pour trouver, en quelque sorte mécaniquement, la solution de chaque espèce. Devant la réalité toute illusion disparaît. Le système s'effondre parce qu'il est artificiel et parce qu'au-dessus de toute construction juridique même très ingé-

1. Tr. com. Seine, 14 décembre 1907 (D. 1908.5.37) ; voy. à propos de l'explosion d'un ballon, Tr. civ. Seine, 24 janvier 1906 (D. 1906.5.47).

2. Dijon, 21 juin 1895 (D. 1895.2.48).

3. Cour Nancy, 22 décembre 1899 (D. 1900.2.379).

nieuse subsistent des principes plus vivants et plus durables. Il suffit, et le Code n'a pas fait autre chose, de tracer les grandes lignes. Pour les détails, le juge ne saurait trouver de meilleur guide que sa conscience.

Vu : le Président de la thèse,

AMBROISE COLIN

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION.	5
DOMMAGE CAUSÉ PAR LES ANIMAUX.	6
Système adopté	6
Discussion	17
DOMMAGE CAUSÉ PAR LES BATIMENTS.	31
Système adopté	31
Discussion	37
DOMMAGE CAUSÉ PAR LES AUTRES CHOSES INANIMÉES.	43
Application de l'article 1382	43
— — 1386	47
— des articles 1386 et 1384-1°	50
— de l'article 1384-1°.	53
ON EXPLIQUE L'ARTICLE 1384-1° PAR UNE FAUTE PRÉSUMÉE.	60
La présomption devient absolue.	62
On ne parle plus de présomption de faute.	65
ON EXPLIQUE L'ARTICLE 1384-1° PAR UNE IDÉE DE RISQUE	67
CONCLUSION	74

